

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POURSUITE DES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA ROUTE - 4ÈME RAPPORT 2023

Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u>	3
<u>ANNEXE AU RAPPORT</u>	6
<u>Annexe : Carte des opérations</u>	7
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u>	9
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u>	15
<u>Annexe 1 : Fiches projets</u>	16
<u>Annexe 2 : Convention financement RN10 Trappes (78)</u>	38
<u>Annexe 3 : Convention complémentaire RN10-Trappes (78)</u>	51
<u>Annexe 4 : Convention Liaison Routière de l'Est Francilien (77)</u>	65
<u>Annexe 5 : Convention financement RN20 (91)</u>	86
<u>Annexe 6 : Avenant à la convention d'étude de la desserte Val d'Essonne (91)</u>	106
<u>Annexe 7 : Convention PEMR Coulommiers (77)</u>	118
<u>Annexe 8 : Convention électromobilité SIGEIF</u>	125
<u>Annexe 9 : Convention électromobilité Enedis</u>	135
<u>Annexe 10 : Convention PN4 volet ferroviaire réaffectation</u>	146
<u>Annexe 11 : Convention type sécurité routière fonctionnement "Développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque"</u>	171

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de poursuivre l'ambition régionale de rendre la route plus fluide, plus sûre, mieux partagée et plus respectueuse de son environnement en soutenant des opérations du CPER ou éligibles au plan route de demain.

Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 prolongé

Le fonds relai « CPER mobilités » a été créé en faveur du financement des opérations inscrites, au titre du volet "mobilité multimodale", au contrat de plan Etat-Région 2015-2020 prolongé par avenants, en attendant la signature du nouveau CPER. Dans ce cadre, il vous est proposé d'approuver deux conventions avec l'Etat pour un montant total de **24 566 445 €** d'aides régionales pour la requalification de la RN10 à Trappes (78).

Opérations d'investissement du programme du plan « Route de demain »

Un programme d'investissement a été adopté dans le cadre du plan « Route de demain » regroupant 41 opérations qui ont pour objectifs de traiter des points de congestion récurrents ainsi que de compléter et de mailler le réseau routier d'intérêt régional (RRIR) tout en tenant compte des différences de besoins de mobilité des territoires.

Le présent rapport vous propose d'attribuer **2 subventions** pour des opérations de ce programme d'un montant total de **36 925 000 €** permettant le financement de la Liaison routière de l'Est francilien (ex-liaison Meaux-Roissy) (77) et L'aménagement d'un carrefour sur RN 20 - Route de Chasse sur les communes de Ballainvilliers, et Saulx les Chartreux (91)

Le présent rapport propose également l'adoption d'un avenant à la convention de la subvention attribuée au département de l'Essonne pour le projet « desserte Val d'Essonne » (délibération n° CP 2020-462 du 18 novembre 2020) en raison de la prise en compte de l'étude d'un nouveau tracé du projet. Cet avenant est sans impact financier.

Pour mieux partager la route

Ce rapport vous propose d'attribuer la première subvention dans la cadre du soutien pour la création de pôles d'échange multimodaux routiers prévu au plan « route de demain ». Il vous est ainsi proposé d'attribuer **une subvention** d'un montant total de **270 000 €** au bénéfice de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie (77).

Accompagnement du développement de l'électromobilité

La Région souhaite également poursuivre le développement l'électromobilité dans le cadre du plan « route de demain ». Le présent rapport propose ainsi d'attribuer **une subvention** d'un montant maximum de **2 014 000 €** au bénéfice du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF).

Dans le cadre de cette politique de soutien à l'électromobilité, la Région souhaite également répondre aux besoins des usagers en mettant à leur disposition une cartographie exhaustive du réseau de recharge francilien ouvert au public, faisant apparaître la disponibilité en temps réel des points de charge. Il est proposé d'approuver une affectation d'une autorisation d'engagement

permettant le renouvellement de la licence annuelle pour la cartographie actualisée clé en main pour un montant de **30 000 €**.

Par ailleurs, afin d'accélérer le basculement vers la mobilité électrique, il est proposé la réalisation d'un schéma de cohérence régionale d'implantation des infrastructures de recharge sur le territoire régional. Ce document, établi sur la base des réflexions territoriales déjà menées par les syndicats d'énergie et les collectivités, éclairera la Région sur les besoins des Franciliennes et des Franciliens à différents horizons. Le présent rapport vous propose l'approbation d'une convention déterminant les principes de collaboration entre Enedis et la Région pour l'élaboration de ce schéma, ainsi que l'autorisation de sa signature. Cette convention est sans impact financier pour la Région.

Politique régionale de sécurité routière

Enfin, le plan « route de demain », permet à la Région de financer des actions de lutte contre l'insécurité routière, qui demeure préoccupante en Île-de-France. Dans ce cadre, le présent rapport vous propose d'attribuer **3 subventions** pour un montant total de **3 119 261,97 €** au bénéfice de SNCF Réseau et du département du Val-de-Marne (94).

Convention types

Il vous est également proposé de corriger des erreurs matérielles constatées dans certaines conventions type permettant la mise en œuvre du plan route de demain. Cela concerne les conventions suivantes :

- La convention type « Soutien à l'intégration environnementale (arbres) » adoptée par la CP2023-167 du 5 juillet 2023 et la convention type relative à la politique de réduction des externalités négatives de la route (enrobés phonique et enrobés à fort taux de recyclage) adoptée à la CP2023-293 du 21 septembre 2023 par modification de l'article 4 en précisant les conditions de fin de la convention
- La convention type « Route de demain - maîtrise de la mobilité – INV » adoptée par la CP2022-316 du 23 septembre 2022 par modification de l'article 2.1 en précisant la durée d'engagement de maintien du bien subventionné.

Par ailleurs il est proposé d'adopter la convention type pour les opérations en fonctionnement de sécurité routière.

Ces opérations vous sont présentées dans les fiches en annexe à la présente délibération.

Afin de permettre les affectations proposées, les transferts de crédits suivants ont été opérés :

- Chapitre 938 « Transports » du code fonctionnel 820 « Services communs », programme HP820-003 « Etudes générales », action 18200302 « Ecomobilité » vers le code fonctionnel 820 « Services communs » - programme HP 820-003 « Études générales » - action 18200301 « Etudes générales, expérimentations et innovations » pour un montant de 30 000 €.

Au sein du chapitre 908 « Transports » :

- du code fonctionnel 822 « transport ferroviaire », programme HP822-008 « liaisons tramways », action 18200801 « liaisons tramways », pour un montant de 85 727,33 €,
- du code fonctionnel 822 « transport ferroviaire », programme PR822-008 « liaisons tramways », action 482008011 « liaisons tramways », pour un montant de 1 090 410 €,
- du code fonctionnel 828 « autres transports », programme PR828-014 « développement et amélioration des sites propres pour autobus », action 482014011 « développement et amélioration des sites propres pour autobus », pour un montant de 1 834 224,64 €,

vers le code fonctionnel 822 « transport ferroviaire », programme HP822-011 « suppression des passages à niveau », action 18201101 « suppression des passages à niveau », pour un montant de 3 010 361,97 €.

- du code fonctionnel 828 « autres transports », programme HP828-014 « développement et amélioration des sites propres pour autobus », action 18201401 « développement et amélioration des sites propres pour autobus », pour un montant de 1 225 000 €,
- du code fonctionnel 833 « fret fluvial », programme HP833-002 « transport fluvial », action 18300201 « transport fluvial », pour un montant de 4 500 000 €,
- du code fonctionnel 838 « autres transports », programme HP838-003 « fret et logistique », action 18300301 « fret et logistique » pour un montant de 7 734 712 €,
- du code fonctionnel 828 « autres transports », programme PR828-014 « développement et amélioration des sites propres pour autobus », action 482014011 « développement et amélioration des sites propres pour autobus », pour un montant de 4 556 733 €,

vers le code fonctionnel 841 « voirie nationale », programme PR841-001 « aménagement des infrastructures de voirie nationale », action 484001051 « aménagement de voirie nationale », pour un montant de 18 016 445 €.

- du code fonctionnel 833 « fret fluvial », programme PR833-002 « transport fluvial », action 48300201S « transport fluvial », pour un montant de 25 312 000 €,
- du code fonctionnel 828 « autres transports », programme PR828-014 « développement et amélioration des sites propres pour autobus », action 482014011 « développement et amélioration des sites propres pour autobus », pour un montant de 2 377 493,36 €,
- du code fonctionnel 843 « voirie départementale », programme HP843-002 « aménagement des infrastructures de voirie départementale », action 18400202 « aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne », pour un montant de 1 669 463,64 €

vers le code fonctionnel 843 « voirie départementale », programme HP843-002 « aménagement des infrastructures de voirie départementale », action 18400201 « aménagement de voirie départementale », pour un montant de 29 358 957 €.

- du code fonctionnel 843 « voirie départementale », programme HP843-003 « aménagement d'infrastructure de voirie départementale », action 18400202 « aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne »

vers le code fonctionnel 845 « voirie communale », programme HP845-003 « aménagement des infrastructures de voirie communale », action 18400301 « aménagement de voirie communale » pour un montant de 2 284 000 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

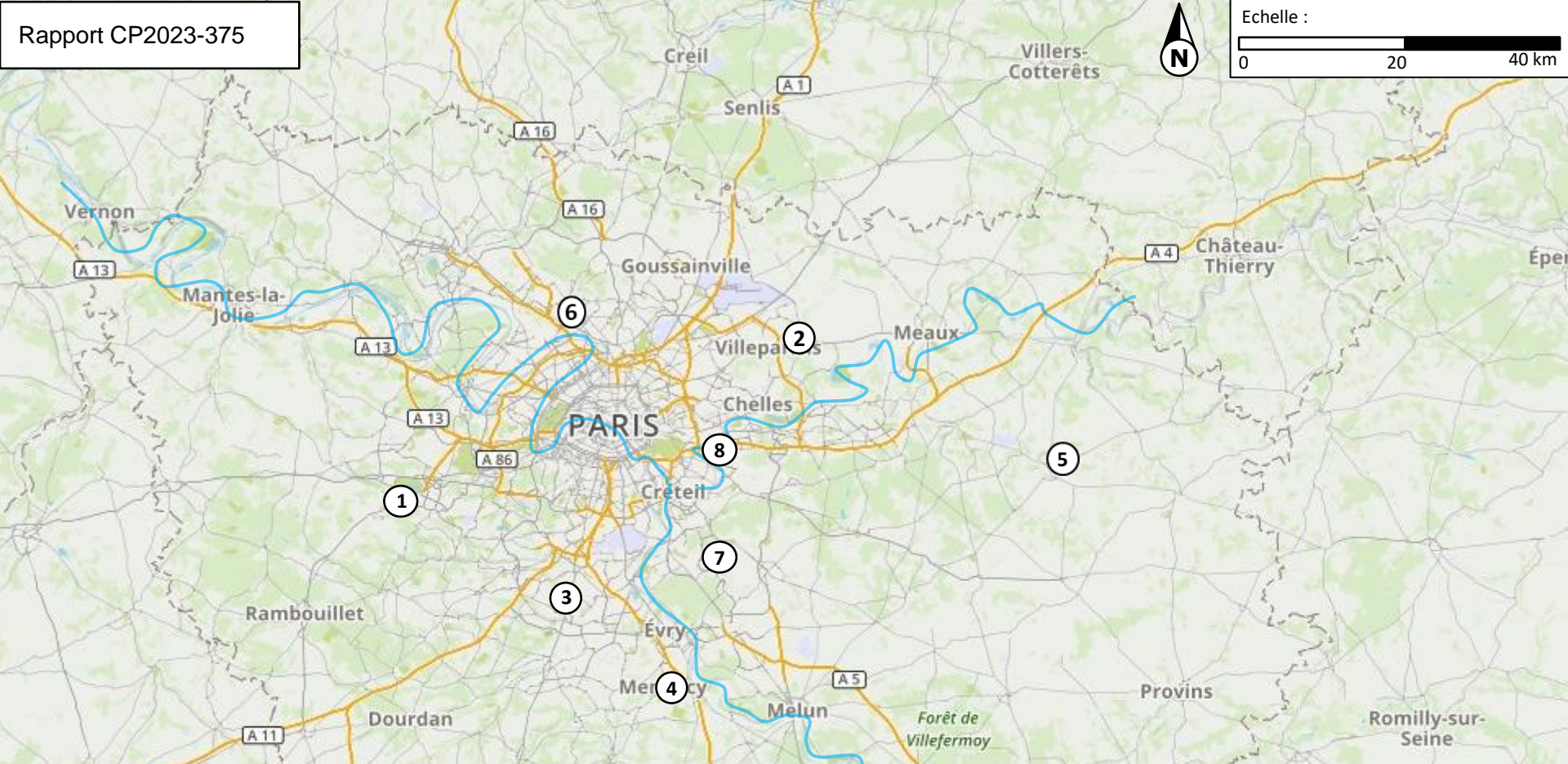
**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe : Carte des opérations



<p><u>Route</u></p> <ul style="list-style-type: none">① RN10 Trappes (78)② Liaison est Francilien (77)③ Carrefour de la chasse –RN20 (91)④ Desserte Val d’Essonne (91)	<p><u>Pour mieux partager la route</u></p> <ul style="list-style-type: none">⑤ PEMR Coulommiers (77)⑥ Enrobés phoniques - Deuil-la-Barre (95) <p><u>Non représentés</u>: Electromobilité Sigeif</p>	<p><u>Sécurité Routière</u></p> <ul style="list-style-type: none">⑥ PN4 – Deuil la Barre (95)⑦ Villecresnes (94)⑧ Villiers sur Marne (94)
---	---	--

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 17 NOVEMBRE 2023

POURSUITE DES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA ROUTE - 4ÈME RAPPORT 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime exempté de notification n°SA.101788 relatif aux aides en faveur des infrastructures de recharges pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 , adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE L 270 du 29 juillet 2021 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi d'orientation des mobilités (LOM) votée par l'Assemblée nationale le 19 novembre 2019 ;

VU le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020, modifiée par délibération du n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de plan Etat-Région Île-de-France et prolongé par avenant approuvé par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 signé le 4 mars 2021 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CP 16-647 du 13 décembre 2016 approuvant les modalités spécifiques d'application du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » pour les bénéficiaires de subventions régionales, dans le domaine des transports, de plus d'un million d'euros ;

VU la délibération n° CR 2017-51 modifiée du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-462 du 18 novembre 2020, approuvant la convention spécifique relative aux études techniques, à la constitution des dossiers réglementaires, aux acquisitions foncières et à la concertation préalable, nécessaires à la mise en œuvre de la desserte du Val d'Essonne.

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-322 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 relative au plan « route de demain » ;

VU la délibération n° CP 2022-208 du 7 juillet 2022 approuvant le contrat cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du plan route de demain ;

VU la délibération n° CP 2022-316 du 23 septembre 2022 approuvant le contrat cadre avec le département de la Seine-et-Marne pour la mise en œuvre du plan route de demain ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du conseil régional du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CR 2022-082 du 13 décembre 2022 portant création du fonds relai « CPER Mobilités » ;

VU la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2023-010 du 30 mars 2023 et notamment son article 5 relatif aux subventions accordées au titre du fonds relai en faveur du financement des opérations inscrites au titre du volet « mobilité multimodale » du contrat de plan Etat-Région 2015-2020, limitant le versement des acomptes à 95% de la participation régionale ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP2023-167 du 5 juillet 2023 modifiée approuvant la convention-type relative à la politique d'intégration paysagère et environnementale ;

VU la délibération n°CP2023-288 du 5 juillet 2023 relative à ORIANE, Agence régionale de la promesse républicaine et de l'orientation ;

VU la délibération n° CP2023-293 du 21 septembre 2023 modifiée approuvant la convention-type relative à la politique de réduction des externalités négatives de la route ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-375 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide de participer au financement du projet relatif à la RN10 - requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat de 2 fonds de concours d'un montant total maximum prévisionnel de **24 566 445 €**.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature des conventions jointes en annexe 2 et en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **24 566 445 €** disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 841 « voirie nationale » - programme PR 841-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - Action 484001051 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2023

Cette affectation relève du fonds relai « CPER Mobilités » :

- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris »,
- Action 121 « Etudes et interventions générales ».
- Opération 12107 « RN10– Requalification de la traversée de Trappes ».

Article 2

Décide de participer au titre du plan « route de demain » au financement des projets d'aménagements de voiries départementales détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant total maximum prévisionnel de **36 925 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexes 4 et 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de projet **32 500 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 843 « voirie départementale » - programme HP 843-002 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18400201 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2023.

Affecte une autorisation de programme de **4 425 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 843 « voirie départementale » - programme HP 843-002 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18400201 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2023.

Article 3

Approuve l'avenant n°1 à la convention à la convention de financement relative aux études techniques, à la constitution des dossiers règlementaires, aux acquisitions foncières et à la concertation préalable de la déserte du val d'Essonne joint en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4

Décide de participer au titre de l'annexe 5 « Pour mieux partager la route » du plan « route de demain », au financement du projet détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant total maximum prévisionnel de **270 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 7 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **270 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 845 « Voirie communale » - programme HP845-003

« Aménagement des infrastructures de voirie communale » - action 18400301 « Aménagement de voirie communale » du budget 2023.

Article 5

Décide de participer au titre de l'annexe 6 « développement de l'électromobilité » du plan « Route de demain », au financement du projet détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 1 subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 014 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 014 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 845 « voirie communale » - programme HP 845-003 « Aménagement des infrastructures de voirie communale » - action 18400301 « Aménagement de voirie communale » du budget 2023.

Article 6

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** pour l'achat d'une cartographie faisant apparaître la disponibilité en temps réel des points du réseau de recharge francilien disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 820 « Services communs » - programme HP 820-003 « Études générales » - action 18200301 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2023.

Article 7

Approuve la convention relative aux modalités de collaboration entre Enedis et la région Île-de France pour l'élaboration du Schéma de cohérence régionale des infrastructures de recharge pour véhicules électriques figurant en annexe 9.

Autorise la présidente du conseil régional à signer la convention relative aux modalités de collaboration entre la Région et Enedis pour l'élaboration du Schéma de cohérence régionale des infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Article 8

Décide de participer au titre de l'annexe 8 « sécurité routière » du plan « route de demain » au financement du projet détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'1 subvention d'un montant maximum prévisionnel de **3 010 361,97 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 10 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **3 010 361,97 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 822 « Transport ferroviaire » programme HP822-011 « Suppression des passages à niveau » - action 18201101 « Suppression des passages à niveau » du budget 2023.

Article 9

Décide de participer au titre de l'annexe 8 « sécurité routière » du plan « route de demain » au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **108 900 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions-type adoptées par délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **108 900 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 849 « Sécurité routière » programme HP 849-004 « Aménagements de sécurité » - action 18400402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2023.

Article 10

Complète la convention-type adoptée par la délibération n°CP2023-167 du 5 juillet 2023 relative au dispositif d'intégration environnementale des infrastructures, prévu par le plan « route de demain » (délibération CR 2022-021 du 19 mai 2022) :

- A l'article 2.1 par la phrase « Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité d'intégration environnementale des infrastructures ».
- A l'article 4 par la phrase « La subvention prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention. »

Subordonne le versement des subventions accordées lors des commissions de juillet (CP2023-167) et septembre 2023 (CP2023-293) relatives au dispositif d'intégration environnementale des infrastructures prévu par le plan « route de demain » (délibération CR 2022-021 du 19 mai 2022) à la signature de cette convention type modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 11

Complète la convention-type adoptée par la délibération n°CP2023-293 du 21 septembre 2023 relative au dispositif de réduction des externalités négatives de la route (enrobés phonique et enrobés à fort taux de recyclage) du dispositif « intégration environnementale des infrastructure », prévu par le plan « route de demain » (délibération CR 2022-021 du 19 mai 2022) :

- A l'article 2.1 par la phrase « Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité la réduction des externalités négatives de la route. »
- l'article 4 par la phrase « La subvention prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention. »

Subordonne le versement des subventions accordées lors des commissions de juillet (CP2023-167) et septembre 2023 (CP2023-293) relatives au dispositif de réduction des externalités négatives de la route (enrobés phonique et enrobés à fort taux de recyclage) du dispositif « intégration environnementale des infrastructure » du « route de demain » (délibération CR 2022-021 du 19 mai 2022) à la signature de cette convention type modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 12

Complète l'article 2.1 de la convention-type adoptée par la délibération n° CP2022-316 du 23 septembre 2022 relative au dispositif maîtrise de la mobilité, prévu par le plan « route de demain » (délibération CR 2022-021 du 19 mai 2022) par la phrase « Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de

l'activité de la maîtrise de mobilité ».

Subordonne le versement des subventions accordées lors des commissions de juillet (CP2023-167) et septembre 2023 (CP2023-293) relatives au dispositif maîtrise de la mobilité - INV prévu par le plan « route de demain » (délibération CR 2022-021 du 19 mai 2022) à la signature de cette convention type modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 13

Approuve la convention-type pour les subventions de fonctionnement attribuées dans le cadre du dispositif de sécurité routière du plan « route de demain » relatives au « Développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque » (délibération CR 2022-021 du 19 mai 2022), figurant en annexe 11 de la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention de 1 000 € au bénéfice de la commune de Mormant (77) adoptée à l'article 4 de la délibération n°CP2023-167 du 5 juillet 2023 relative à la poursuite du déploiement du plan « route de demain » à la signature de cette convention type et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Subordonne le versement de la subvention de 900 € au bénéfice de la commune de Charenton-le-Pont adoptée à l'article 6 de la délibération n° CP2023-293 du 21 septembre 2023 relative à la poursuite du déploiement du plan « route de demain » -3eme rapport 2023 à la signature de cette convention type et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 14

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets jointes en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets

**DOSSIER N° 23006742 - SR - SUPPRESSION DU PN N°4 DEUIL-MONTMAGNY - VOLET
FERROVIAIRE - 4E AFFECTATION (REAFFECTION) (95)**

Dispositif : Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau (n° 00000404)

Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Imputation budgétaire : 908-822-2041723-182011-200

Action : 18201101- Suppression des passages à niveau

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	6 020 723,94 € HT	50,00 %	3 010 361,97 €
	Montant total de la subvention		3 010 361,97 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Séverine LEPERE, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juin 2016 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La présente subvention est une réaffectation de fonds attribués par les délibérations n° CP 16-207 du 15 juin 2016 et CP 16-624 du 16 novembre 2016.

Ces subventions étant tombées en caducité en raison du retard du projet (reprise des études), il est nécessaire de réaffecter les fonds non consommés.

Par conséquent, la prise en compte des dépenses est fixée à la date de la première CP d'affectation. Il s'agit de la poursuite de l'opération engagée avant le 01/01/2023.

Description :

Le passage à niveau (PN) n°4 de Deuil/Montmagny est inscrit depuis 2005 au programme de sécurité national (PSN) établi par le ministère de l'Équipement.

Les études menées par SNCF Réseau ont permis de dégager le scénario de rétablissement des circulations suite à la fermeture du PN n°4, pour tous les usagers.

Pour les piétons, un passage souterrain sera construit à l'emplacement du passage à niveau actuel. Le passage souterrain sera équipé d'escaliers et de rampes accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Par ailleurs, un nouveau pont-rail dans le secteur de la Plante des Champs permettra à tous les usagers de franchir les voies ferrées.

Le pont-rail actuel sera fermé à la circulation automobile au profit des modes actifs (piétons, cyclistes, etc).

Par ailleurs, le volet routier de l'opération, sous maîtrise d'ouvrage du Département du Val d'Oise, prévoit

les raccordements routiers nécessaires.

Le projet a été déclaré d'utilité publique L'enquête publique sur l'opération de suppression du PN n°4 s'est déroulée du 10 décembre 2021 au 19 janvier 2022.

La présente subvention est une réaffectation de fonds affectés par les délibérations n° CP 16-207 du 15 juin 2016 et CP 16-624 du 16 novembre 2016. En raison de la révision du projet et de la reprise des études, ces deux subventions sont tombées en caducité.

La présente subvention porte donc sur les études et travaux pour la réalisation du volet ferroviaire de l'opération (fermeture du PN, réalisation du passage souterrain et du pont rail), sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau.

Elle complète les subventions votées en 2016, partiellement consommées et caduques, et la subvention votée en juillet 2022.

La part étude du volet routier ayant été réalisée par SNCF Réseau jusqu'au niveau PRO dans le cadre des études générales de la suppression du PN4, avant transfert de la maîtrise d'ouvrage routière au Département, cette partie des études routières est intégrée dans cette quatrième affectation.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

La suppression du PN4 peut bénéficier d'un financement régional au titre du dispositif de sécurité routière, suppression des passages à niveaux.

Au titre des aménagements sur le réseau ferré pour la suppression du PN, le taux de participation régionale est de 50 % du montant subventionnable HT de la partie de l'opération concernée.

Dans ce cadre, la Région a attribué 3 subventions à SNCF Réseau :

- 2 081 000 € votés par délibération n° CP 16-207 du 15 juin 2016 (n° 15015692),
- 3 250 000 € votés par délibération n° CP 16-624 du 16 novembre 2016 (n° 16015671),
- 10 169 000 € votés par délibération n° CP 2022-208 du 7 juillet 2022 (n° 22005583).

Les deux subventions de 2016 étant tombées en caducité, la présente subvention consiste à réaffecter les fonds non consommés de ces deux subventions.

Sur un montant total de 5 331 000 € (2 081 000 + 3 250 000), ont été consommés :

- 951 461,59 € sur la subvention de juin 2016,
- 1 369 176,44 € sur la subvention de novembre 2016.

Soit des fonds non consommés de $5\,331\,000 - 951\,461,59 - 1\,369\,176,44 = 3\,010\,361,97$ €.

Il est donc proposé de réaffecter à SNCF Réseau 3 010 361,97 €. Cette subvention vaut solde de tout compte sur ce projet.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE
- MONTMAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et travaux	6 020 723,94	100,00%
Total	6 020 723,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 010 361,97	50,00%
Fonds propres	3 010 361,97	50,00%
Total	6 020 723,94	100,00%

DOSSIER N° 23007885 - REQUALIFICATION DE LA RN10 EN TRAVERSEE DE TRAPPES-EN-YVELINES - POSTE 1 - 5EME AFFECTATION (78)

Dispositif : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001067)

Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 908-841-204114-484001-200

Action : 484001051- Aménagement de voirie nationale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale	33 050 000,00 € TTC	27,03 %	8 933 445,00 €
	Montant total de la subvention		8 933 445,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DGITM DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS ET DES MOBILITES

Adresse administrative : 1 PL CARPEAUX
95055 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Il s'agit de la poursuite de l'opération engagée avant le 01/01/2023.

Suite aux quatre premières conventions avec l'Etat relatives aux acquisitions foncières, études, travaux préparatoires et premiers travaux de réalisation, cette cinquième affectation permet :

- La réalisation des travaux d'enfouissement de la RN10 dans le sens Province > Paris dans la tranchée centrale, y compris constitution d'une chaussée provisoire permettant le maintien d'une circulation à 2x2 voies sur la RN10 durant tout le chantier de la tranchée centrale ;

- La fin des travaux du giratoire RN10/RD912.

Détail du calcul de la subvention :

Dans le cadre du protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10, l'État, la Région, le Département, Saint-Quentin-en-Yvelines (SQY) et la Commune de Trappes ont convenu de financer ce projet dans le cadre du CPER 2015-2020 et du fonds relais CPER Mobilités selon la clé de

répartition suivante :

- Etat45,41% soit 42 M€
- Région27,03% soit 27,5 M€ (dont 2,5 M€ par la fourniture de terrains)
- SQY.....14,59% soit 13,5 M€
- Département CD78.....10,81% soit 10 M€
- Commune de Trappes.....2,16% soit 2 M€

La base éligible de cette nouvelle affectation s'élevant à 33 050 000 € TTC

Le dernier fond de concours à affecter est donc de 8 933 445 € TTC.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/RN10 - Requalification de la traversée de Trappes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'enfouissement dans le sens Province > Paris	31 250 000,00	94,55%
Fin des travaux du giratoire RN10/RD912	1 800 000,00	5,45%
Total	33 050 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	8 933 445,00	27,03%
Subvention Département Yvelines (sollicitée)	3 572 705,00	10,81%
Subvention Intercommunalité SQY(sollicitée)	4 821 995,00	14,59%
Subvention Commune Trappes (sollicitée)	713 880,00	2,16%
Fonds propres	15 007 975,00	45,41%
Total	33 050 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23008064 - FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE REQUALIFICATION DE LA RN10 EN TRAVERSEE DE TRAPPES-EN-YVELINES - (78)

Dispositif : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001067)

Délibération Cadre : CR123-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 908-841-204114-484001-200

Action : 484001051- Aménagement de voirie nationale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale	54 000 000,00 € TTC	28,95 %	15 633 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 633 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DGITM DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS ET DES MOBILITES

Adresse administrative : 1 PL CARPEAUX
95055 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : Madame Régine ENGSTRÖM, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Il s'agit de la poursuite de l'opération engagée avant le 01/01/2023.

Un premier protocole de financement a été signé le 14 décembre 2016 entre l'État, la Région, le Département, Saint-Quentin-en-Yvelines et la Commune à hauteur de 95 M€ TTC, dont 2,5 M€ de parcelles appartenant à la Région et suivant la répartition suivante et 2,6 M€ pour la contribution au dévoiement des réseaux d'assainissement gérés par Saint-Quentin-en-Yvelines.

A ce jour, le coût de cette opération est réévalué à 149 M€ TTC. Il se décompose de la manière suivante :

- Poste 1 (travaux sous MOA Etat - DiRIF) : 146,1 M€
- Poste 2 (acquisitions foncières auprès de la Région) : 0,3 M€
- Poste 3 (dévoiement réseaux SQY) : 2,6 M€

Le présent engagement porte donc sur le complément de financement par rapport au précédent protocole, soit 54 M€ TTC. Cette opération est financée dans le cadre du fonds relais CPER Mobilités.

Détail du calcul de la subvention :

Cette opération est financée dans le cadre du fonds relais CPER Mobilités.

Le plan de financement complémentaire est ainsi arrêté pour un montant de 54 M€ TTC à raison de :

- État (44,21 %) = 23 873 400 € ;
- Région (28,95 %) = 15 633 000 €
- Département (10,53 %) = 5 683 500 € ;
- SQY (14,21 %) = 7 673 400 € ;
- Commune (2,11 %) = 1 136 700 €.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/RN10 - Requalification de la traversée de Trappes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Surcouts	54 000 000,00	100,00%
Total	54 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	15 633 000,00	28,95%
Subvention Département des Yvelines (sollicitée)	5 683 500,00	10,53%
Subvention Intercommunalité SQY(sollicitée)	7 673 400,00	14,21%
Subvention Commune Trappes (sollicitée)	1 136 700,00	2,11%
Fonds propres	23 873 400,00	44,21%
Total	54 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007855 - ROUTE- RN 20 CARREFOUR ROUTE DE CHASSE- CD91

Dispositif : Route de demain (n° 00001282)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-843-204132-184002-200

Action : 18400201- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain	8 850 000,00 € HT	50,00 %	4 425 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 425 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La RN 20 compte parmi les axes routiers les plus empruntés en Essonne et constitue un axe d'intérêt régional. Elle supporte sur cette section un trafic important qui occasionne d'importantes remontées de files aux heures de pointe du matin et du soir.

L'aménagement du carrefour de la Route de Chasse sur la RN 20 sur le territoire des communes de Ballainvilliers et Saulx-les-Chartreux constitue la première phase de l'aménagement de la RN 20 (PR 7 à 9). Celui-ci fait partie des projets prévus dans le schéma de référence de la requalification de la RN 20 entre Massy et Arpajon pour améliorer les conditions de circulation.

Le projet consiste en :

- la réalisation d'un carrefour à feux sur la RN 20 au nord des zones commerciales de La Ville du Bois et de Ballainvilliers, sur lequel se raccordera la rue de la Tuilerie à l'est et le barreau de raccordement à la route de Montlhéry et à la rue de Lunezy à l'ouest ;
- la réalisation des aménagements capacitaires sur la RN 20 en amont et en aval du carrefour ;
- la création d'une voie bus au nord pour faciliter la circulation des bus sur l'axe RN 20 (en préfiguration de l'entrée dans le site propre axial en seconde phase).

De plus, le projet prévoit la réalisation d'un bassin de traitement des eaux de ruissellement et la création de liaisons douces le long du barreau créé avec un maillage des pistes cyclables existantes. La ligne V1 du réseau vélo Île-de-France empruntant la RN 20, l'itinéraire cyclable devra s'approcher le plus possible

des prescriptions et préconisations du cahier des charges du VIF.

Sa mise en œuvre nécessite également la réalisation d'acquisitions foncières par voie amiable ou forcée.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le financement du projet est assuré dans le cadre du Plan Route de demain, selon les clés de répartition suivantes pour l'opération RN 20- décongestion des carrefours :

- Région Ile-de-France : 50%
- Département de l'Essonne : 50%

Le projet est estimé à 8 850 000 €

La subvention est donc de :

$8\,850\,000 \times 50\% = 4\,425\,000 \text{ €}$

Localisation géographique :

- BALLAINVILLIERS
- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes diverses (AVP,PRO, Environnement,...)	398 000,00	4,50%
Acquisitions foncières	1 837 000,00	20,76%
Travaux	6 615 000,00	74,75%
Total	8 850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 425 000,00	50,00%
Fonds propres	4 425 000,00	50,00%
Total	8 850 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007856 - ROUTE - LIAISON ROUTIERE DE L'EST FRANCILIEN – CD77

Dispositif : Route de demain (n° 00001282)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-843-204132-184002-200

Action : 18400201- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain	65 000 000,00 € HT	50,00 %	32 500 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : RUE DES SAINTS PERES
77010 MELUN
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS PARIGI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet de la Liaison Routière de l'Est Francilien est un aménagement routier entre les communes de Meaux et Roissy, entre la RN2 et la RN3 qui comprend :

- L'élargissement de la RD 212 sur un linéaire d'environ 3 km entre la RN 2 (échangeur de Compans) et le Chemin Royal situé sur le territoire des communes de Mitry-Mory et de Compans : ce tronçon est mis en service.
- La création du « barreau de Mitry » : voie nouvelle d'environ 800 mètres de longueur reliant la RD 212 (au droit du débouché actuel du Chemin Royal) et la RD 139E qui permet l'accès à la zone industrielle : ce tronçon est mis en service.
- La création d'une voie nouvelle sur un linéaire d'environ 6 km entre la RD 212 au débouché du « barreau de Mitry » et la RN 3 au droit de l'échangeur avec la RD 404, sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly : ce tronçon reste à réaliser.

La présente subvention concerne la troisième section c'est à dire la création d'une voie nouvelle à 2x2 voies entre la RD 212 et la RN3, d'une longueur de 6 km environ, comprenant 10 ouvrages d'art, dont le viaduc de franchissement de la Beuvronne, des bassins et un aménagement paysager. Les acquisitions foncières relatives au barreau neuf sont en cours. Au vu de leur importance, les travaux du barreau neuf seront réalisés par phases.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de

transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le financement du projet est assuré dans le cadre du Plan Route de demain, selon les clés de répartition suivantes pour l'opération Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy

- Région Ile-de-France : 50%
- Département de Seine et Marne : 50%

Le projet est estimé à 65 000 000 €

La subvention est donc de :

$65\,000\,000 \times 50\% = 32\,500\,000\text{€}$

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1ère phase de travaux	57 000 000,00	87,69%
Etudes – Prestations connexes	3 000 000,00	4,62%
Acquisitions	5 000 000,00	7,69%
Total	65 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	32 500 000,00	50,00%
Fonds propres	32 500 000,00	50,00%
Total	65 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007781 - ELECTROMOBILITE - SIGEIF - INSTALLATION - SUBVENTION N°10

Dispositif : Route de demain - Soutien à l'électromobilité (n° 00001268)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-845-2041581-184003-200

Action : 18400301- Aménagement de voirie communale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien à l'électromobilité	4 028 000,00 € HT	50,00 %	2 014 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 014 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIGEIF SYNDICAT INTERCOMMUNAL
POUR LE GAZ ET L ELECTRICITE EN ILE
DE FRANCE

Adresse administrative : 64 B RUE DE MONCEAU
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 17 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Île-de-France (SIGEIF) intervient historiquement en tant qu'autorité organisatrice du service public de distribution d'énergie : 191 communes d'Île-de-France sont adhérentes du SIGEIF.

Le SIGEIF propose désormais également aux collectivités qui le souhaitent de lui transférer leur compétence Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE). Cette compétence recouvre la création, l'entretien et l'exploitation des IRVE.

La présente demande de subvention concerne les travaux d'implantation d'IRVE sur les 42 communes suivantes :

Bagneux, Boulogne-Billancourt, Carrières-sur-Seine, Châtillon, Chaville, Chennevières-sur-Marne, Clichy, Colombes, Courtry, Deuil-La-Barre, Domont, Enghien-Les-Bains, Fontenay-Le-Fleury, Issy-Les-Moulineaux, Ivry-Sur-Seine, Jouy-En-Josas, La Celle-Saint-Cloud, Le Raincy, Les Pavillons-Sous-Bois, Maisons-Alfort, Marcoussis, Marnes-La-Coquette, Meudon, Morangis, Puteaux, Rosny-Sous-Bois, Saint-Cloud, Saint-Cyr-L'École, Sèvres, Suresnes, Tremblay-en-France, Vaires-Sur-Marne, Vanves, Vaucresson, Vaujours, Verrières-le-Buisson, Ville-d'Avray, Villiers-Adam, Viroflay, Wissous, Saint-Brice-sous-Forêt, Servon.

Ces 42 communes ont transféré la compétence IRVE au SIGEIF. Le SIGEIF y a mené des études stratégiques d'implantation à l'échelle de chacune des collectivités avant d'engager les travaux.

Les travaux concernent :

- l'installation de 194 nouvelles bornes, dont :
 - * 150 bornes à 7/22kW courant alternatif (soit 300 points de charge),
 - * 36 bornes à 25 kW courant continu (soit 72 points de charge).
 - * 8 bornes à 75 kW courant continu (soit 16 points de charge).

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention régionale est calculé selon le dispositif régional pour l'électromobilité voté dans la délibération CR 2022-021. A ce titre, la Région subventionne les travaux et les études à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables.

Pour les bornes de puissance inférieure ou égale à 22kW, la subvention est plafonnée à 2 500 € par point de charge, soit 5 000 € de dépenses subventionnables.

Pour les bornes de puissance supérieure à 22 kW, il n'y pas de plafond de subvention, mais les bornes doivent être implantées à proximité du Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR).

Concernant les travaux dans les 42 communes :

- Le coût des travaux pour l'installation de nouvelles bornes jusqu'à 22 kW est estimé à 2 345 700 € HT pour 300 points de charge. Le plafond de subvention est dépassé (dépense de 7 819 € par point de charge). La dépense subventionnable pour ces bornes sera donc de 1 500 000 € (5 000 € x 300 points de charge).

La subvention régionale proposée s'élève donc à 750 000 € (50% x 1 500 000 €).

- Le coût des travaux pour l'installation de nouvelles bornes au-delà de 22 kW est estimé à 2 528 000 € HT pour 88 points de charge.

L'ensemble des bornes nouvelles de 25 kW et de 75 kW sont implantées à maximum 1,25 km ou 5 minutes d'un axe du RRIR. Ces bornes sont donc subventionnables.

La subvention régionale proposée s'élève donc à 1 264 000 € (50% x 2 528 000 €).

Le montant total des travaux d'installation d'IRVE sur les 42 communes est estimé à 4 873 700 € HT, le montant subventionnable est de 4 028 000 € HT.

Le montant total de la subvention régionale s'élève donc à 2 014 000 € (50% x 4 028 000 €).

Localisation géographique :

- SERVON
- COUNTRY
- VAIRES-SUR-MARNE
- LA CELLE-SAINT-CLOUD
- FONTENAY-LE-FLEURY
- JOUY-EN-JOSAS
- SAINT-CYR-L'ECOLE
- VIROFLAY
- CARRIERES-SUR-SEINE
- MORANGIS
- VERRIERES-LE-BUISSON
- WISSOUS
- MARCOUSSIS
- CHAVILLE

- ISSY-LES-MOULINEAUX
- MEUDON
- VANVES
- VILLE-D'AVRAY
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- SEVRES
- SAINT-CLOUD
- VAUCRESSON
- BAGNEUX
- CHATILLON
- CLICHY
- COLOMBES
- MARNES-LA-COQUETTE
- PUTEAUX
- SURESNES
- ROSNY-SOUS-BOIS
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- VAUJOURS
- CHENNEVIERES-SUR-MARNE
- IVRY-SUR-SEINE
- MAISONS-ALFORT
- DOMONT
- SAINT-BRICE-SOUS-FORET
- DEUIL-LA-BARRE
- VILLIERS-ADAM
- ENGHEN-LES-BAINS
- LE RAINCY
- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 873 700,00	100,00%
Total	4 873 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 014 000,00	41,32%
Subvention Advenir (sollicitée)	1 397 000,00	28,66%
Fonds propres	1 462 700,00	30,01%
Total	4 873 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.101788 adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 publié au JOUE du 29 juillet 2021, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recharge ou de ravitaillement accessibles au public pour les véhicules routiers à émissions faibles ou nulles

**DOSSIER N° 23007904 - PEMR- AIRE MULTIMODALE DES GUIDOUCHES -CA COULOMMIERS
PAYS DE BRIE (77)**

Dispositif : Route de demain - Pôles d'échanges multimodaux routiers et aires de covoiturage (n° 00001277)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-845-2041512-184003-200

Action : 18400301- Aménagement de voirie communale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Pôles d'échanges multimodaux routiers et aires de covoiturage	540 000,00 € HT	50,00 %	270 000,00 €
	Montant total de la subvention		270 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CACPB COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION COULOMMIERS
PAYS DE BRIE

Adresse administrative : 13 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Ugo PEZZETTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Ville de Coulommiers et la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie ont engagé une réflexion, dès 2017, avec les services départementaux, gestionnaires de la voirie et partenaires dans le déploiement des lignes Seine-et-Marne Express et Ile-de-France Mobilités, au sujet de la circulation des bus express en centre-ville de Coulommiers. Cette réflexion a abouti à une modification des itinéraires des cars express avec la création d'une gare routière sur le site dit « les Guidouches ». Cette création est complétée par la construction d'une aire de stationnement d'environ 90 places dont 3 places PMR et 3 bornes IRVE, raccordée au réseau cyclable existant et avec traitement des cheminement piétons, constituant de ce fait un pôle d'échange routier multimodal (PEMR) en permettant le rabattement des modes de déplacement individuels sur le service de car express.

Détail du calcul de la subvention :

Le dispositif de soutien régional aux pôles d'échanges multimodaux routiers (PEMR), aux aires de covoiturage, aux voies réservées et à la maîtrise de la mobilité au titre de son article 1 accompagne la

création des pôles d'échanges multimodaux routiers (PEMR), en subventionnant les travaux de réalisation. C'est à ce titre que la création de l'aire de stationnement, située sur le réseau routier d'intérêt régional (RRIR) en grande couronne, est éligible à une aide régionale.

Coût de l'opération : 540 000 € HT

Taux de subvention : 50% des dépenses subventionnables non plafonnées

Montant de la subvention régionale : 270 000 € (540 000€ x 50%).

Localisation géographique :

- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	500 000,00	92,59%
Frais de maîtrise d'oeuvre	40 000,00	7,41%
Total	540 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	270 000,00	50,00%
Subvention État Action coeur de ville (sollicitée)	54 000,00	10,00%
Fonds propres	216 000,00	40,00%
Total	540 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078326 - SR - SECURISATION AVENUE DE MANDRES (RD253) - VILLECRESNES - CD94

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement) (n° 00001279)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-849-204132-184004-200

Action : 18400402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement)	103 000,00 € HT	30,00 %	30 900,00 €
Montant total de la subvention			30 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE

Adresse administrative : 21 AV DU GENERAL DE GAULLE
94011 CRETEIL

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Olivier CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'opération a pour objectif de sécuriser la traversée piétonne qui permet l'accès au centre de loisir et à la ludothèque (ERP de catégorie 4) situés avenue de Mandres (RD253) à l'angle de la rue de la Radio sur la commune de Villecresnes où une vitesse excessive a été constatée. Pour cela, il est prévu de créer un plateau surélevé afin de réduire les vitesses et sécuriser la traversée piétonne.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération, visant à sécuriser une traversée piétonne en face d'un établissement recevant du public de catégorie 3, selon l'article 3 " Développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque " et le point 1 " La sécurisation des traversées de voies routières par les usagers les plus vulnérables aux abords immédiats des établissements recevant du public (ERP) ".

Coût de l'opération : 103 000 € HT
Taux de subvention : 30% sans plafond
Montant de la subvention régionale : 30 900 €

Localisation géographique :

- VILLECRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	103 000,00	100,00%
Total	103 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 900,00	30,00%
Fonds propres	72 100,00	70,00%
Total	103 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX078330 - SR - RUE JEAN JAURES (RD203) - VILLIERS-SUR-MARNE - CD94

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement) (n° 00001279)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-849-204132-184004-200

Action : 18400402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement)	156 000,00 € HT	50,00 %	78 000,00 €
Montant total de la subvention			78 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21 AV DU GENERAL DE GAULLE
94011 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Olivier CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'opération pour objectif de sécuriser la rue Jean Jaurès (RD203) au carrefour avec la rue des Rameaux sur la commune de Villiers-sur-Marne, située dans une zone d'accumulation d'accidents corporels (5 accidents corporels entre 2017 et 2021).

Pour cela, le conseil départemental du Val-de-Marne souhaite créer 1 plateau surélevé sur la RD203 au droit du carrefour avec la rue des rameaux afin de :

- Ralentir les véhicules dans les 2 sens de circulation.
- Sécuriser efficacement la traversée piétonne.

Deux ans après la réalisation de l'aménagement, un bilan (accidentologie, V85...) avant/après sera réalisé par le Département.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble

Détail du calcul de la subvention :

L'opération, visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées, où se sont produits au moins 5 accidents corporels sur une section de moins de 850m sur une période de 5 ans, est éligible au dispositif de soutien régional relatif à la sécurité routière, et plus particulièrement à l'article 2, " Actions portant sur l'infrastructure ", point 1 " les zones d'accumulation d'accidents répertoriées ".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 156 000 € HT

Taux de subvention : 50% sans plafond

Montant de la subvention régionale : 78 000 €

Localisation géographique :

- VILLIERS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	156 000,00	100,00%
Total	156 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	78 000,00	50,00%
Fonds propres	78 000,00	50,00%
Total	156 000,00	100,00%

Annexe 2 : Convention financement RN10 Trappes (78)

RN10 Trappes (78)

Convention de financement relative à la requalification de
la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines – Poste 1 –
5^{ème} affectation

2023

Table des matières

PREAMBULE	5
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION	6
ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET	6
2.1 Périmètre du projet.....	6
2.2 Description du projet	6
2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation	6
ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES	6
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES	7
4.1 Estimation du coût du projet	7
4.2 Coûts détaillés.....	7
4.3 Plan de financement.....	7
4.4 Modalités de versement des fonds de concours.....	7
4.4.1 Versement des fonds de concours.....	7
4.4.2 Modalités de mandatement	8
4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région.....	8
4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours	8
4.7 Bilan physique et financier du projet.....	8
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 6 : RÉCEPTION DES OUVRAGES	9
ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION	9
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION	9
ARTICLE 9 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS	10
ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION	10
ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION	10
ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES	10

ENTRE :

L'**État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers,

Ci-après désigné « l'Etat » ;

ET

La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par délibération n°CP2023-375 de la commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France en date du 17 novembre 2023,

Ci-après désignée « la Région » ;

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 modifiée approuvant le Contrat de Plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020 ;

Vu la délibération n° CR 2021-004 du Conseil régional d'Île-de-France du 4 février 2021 approuvant l'avenant n°2 formalisant la prolongation du contrat de Plan Etat Région Ile de France portant sur le volet « Mobilité Multimodale » ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu la délibération n° CR 2022-082 du 13 décembre 2022 portant création du fonds relai « CPER Mobilités » ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2023-010 du 30 mars 2023 et notamment son article 5 relatif aux subventions accordées au titre du fonds relai en faveur du financement des opérations inscrites au titre du volet « mobilité multimodale » du contrat de plan Etat-Région 2015-2020, limitant le versement des acomptes à 95% de la participation régionale ;

Vu la délibération n° CP 2023-375 de la commission permanente du Conseil régional d'Île de France du 17 novembre 2023 approuvant la présente convention ;

Vu le protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes (78), signé le 14 décembre 2016 par les représentants des deux parties présentées ci-dessus et du Département des Yvelines, de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Commune de Trappes ;

Vu la signature de la convention de financement n°1 en date du 28 mai 2018 ;

Vu la signature de la convention de financement n°2 en date du 19 décembre 2019 ;

Vu la signature de la convention de financement n°3 en date du 24 novembre 2020 ;

Vu la signature de la convention de financement n°4 en date du 05 août 2022 ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux...) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

PREAMBULE

La présente convention est relative à la requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines.

La requalification de la RN10 à Trappes-en-Yvelines a pour objectifs de diminuer les nuisances, améliorer l'insertion urbaine et paysagère de la RN10, améliorer les conditions de sécurité des usagers et fluidifier le trafic.

L'enquête d'utilité publique du projet s'est tenue du 17 novembre au 17 décembre 2016. Le projet a été déclaré d'utilité publique le 04 août 2017 par arrêté préfectoral.

L'opération est inscrite au contrat de plan État / Région (CPER) 2015/2020 révisé, pour un montant de 95 M€ TTC et un protocole de financement a été signé en 2016 par l'Etat, la Région, le Département des Yvelines, Saint-Quentin-en-Yvelines et la ville de Trappes. Il permet le financement du projet à hauteur de 95 M€ par le biais de convention bilatérale entre l'Etat et chaque financeur. La Région est engagée à hauteur de 27,5 M€, dont 2,5 M€ d'apport en nature avec les terrains de la base de loisirs et 25 M€ en financement des travaux.

L'opération comprend 3 postes :

- Poste 1 : acquisitions foncières des parcelles privées, études, direction de travaux et travaux de requalification de la RN10, à l'exception des travaux d'assainissement de SQY, pour un montant total initial de 89,9 M€ TTC.

Ce poste fait l'objet de conventions annuelles entre l'État et la Région – dont la présente convention pour l'année 2023, et d'une convention spécifique pluriannuelle pour les contributions du Département des Yvelines, de SQY et de la Commune de Trappes.

- Poste 2 : acquisition des 2 parcelles situées sur la base de loisirs appartenant à la Région, pour un montant de 2,5 M€ TTC.

Ce poste fait l'objet d'une convention spécifique.

- Poste 3 : contribution aux travaux de la refonte et du déplacement des réseaux d'assainissement dont SQY est le maître d'ouvrage, pour un montant maximum de 2,6 M€ TTC. SQY s'engage à réaliser ces travaux avant le démarrage des travaux de requalification de la RN10. Au jour de la signature de la présente convention, le coût des travaux concernant les réseaux d'assainissement est estimé à 4,6 M€ TTC.

Ce poste fait l'objet d'une convention spécifique.

A ce jour, cette opération a fait l'objet de 5 conventions régionales pour un total de 16 066 555 € TTC et un apport en nature constitué par le terrain.

Convention de financement – RN10 Trappes 5^{ème} affectation

Convention	Objet	Montant total (P.M.)	Montant RIF			Bénéficiaire
			Poste 1	Poste 2	Poste 3	
16/03/2018	Assainissement SQY	2 600 000 €			700 000 €	SQY
16/03/2018	Travaux poste 1 – 1 ^{ère} affectation	5 050 000 €	1 365 015 €			Etat
20/11/2019	Travaux poste 1 – 2 ^{nde} affectation	1 050 000 €	283 815 €			Etat
04/03/2020	Travaux poste 1 - 3 ^{ème} affectation	19 950 000 €	5 392 485 €			Etat
20/03/2022	Travaux poste 1 - 4 ^{ème} affectation	30 800 000 €	8 325 240 €			Etat
	Apport nature	2 500 000 €		2 500 000 €		
	Total	61 950 000 €	15 366 555 €	2 500 000 €	700 000 €	
<i>Engagement protocole</i>		<i>95 000 000 €</i>	<i>24 300 000 €</i>	<i>2 500 000 €</i>	<i>700 000 €</i>	
<i>Montant restant au titre du protocole</i>		<i>33 050 00 €</i>	<i>8 933 445€</i>	<i>- €</i>	<i>- €</i>	<i>Etat</i>

Au vu des conventions déjà passées, il reste donc 8 933 445 M€ à financer au titre de ce protocole.

L'opération routière de couverture de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines, objet de la présente convention, est connexe à une opération d'aménagement d'un plateau urbain sur la couverture qui vise à retisser un lien urbain entre les deux parties de la ville ; cette opération est portée par la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines dans le cadre du programme national de rénovation urbaine.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de l'État et de la région Île-de-France pour le financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes dans le département des Yvelines dans le cadre du CPER 2015-2020 et en déclinaison du protocole d'accord pour le financement de la requalification de la RN10 signé le 14 décembre 2016, pour les travaux listés à l'article 2.1 de ce protocole pour le compte de l'année 2023.

Le montant contractualisé entre l'État et la Région au titre de la présente convention est financé dans le cadre du CPER 2015-2020 et du fonds relais CPER Mobilités et a vocation à être intégré dans le montant inscrit au volet mobilité 2023-2027 du Contrat de plan Etat-Région Île-de-France pour l'opération de requalification de la RN10 en traversée de Trappes.

ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET

2.1 Périmètre du projet

Les travaux relevant de la présente convention correspondent à :

- La réalisation des travaux d'enfouissement de la RN10 dans le sens Province > Paris dans la tranchée centrale, y compris constitution d'une chaussée provisoire permettant le maintien d'une circulation à 2x2 voies sur la RN10 durant tout le chantier de la tranchée centrale ;

- La fin des travaux du giratoire RN10/RD912.

2.2 Description du projet

Les principales caractéristiques fonctionnelles de la requalification de la RN10 sont les suivantes :

- dénivellation de la RN10 entre les carrefours avec les RD912 et RD23, aux entrées de la ville ;
- création de 3 dalles de couverture au-dessus de la RN10, proposées par le grand projet de ville de Trappes ;
- aménagement des carrefours avec les RD912 et RD23 d'entrée de ville en carrefours à feux à îlots centraux ;
- création de 2 passages souterrains à gabarits normaux (PSGN) permettant les insertions des RD23 et RD912 sur la RN10 en direction de Paris.

2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation

	RN10 Trappes Travaux
Date prévisionnelle de début des travaux	17/11/23
Durée prévisionnelle des travaux	48 mois

ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'État est le maître d'ouvrage du projet. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

La Région ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de la réalisation de ces travaux, s'ils ne concernent pas le respect de ses engagements financiers et des versements prévus au titre de la présente convention, nécessaires à l'avancement du projet et conformes aux dispositions de l'article 4.5.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

4.1 Estimation du coût du projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **33 050 000 € TTC**, non actualisables et non révisables.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

RN10 Trappes 5eme affectation	
Postes de dépenses	Montants TTC
Travaux d'enfouissement dans le sens Province > Paris	31 250 000,00 €
Fin des travaux du giratoire RN10/RD912	1 800 000,00€
Total	33 050 000,00 €

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale après information des financeurs.

4.3 Plan de financement

Le montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) s'élève à 33 050 000 € TTC.

La Région s'engage à financer ce projet à un taux de 27,03 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours, soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 8 933 445 € TTC.

4.4 Modalités de versement des fonds de concours

4.4.1 Versement des fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception prévoyant un échéancier prévisionnel de versement, défini ainsi comme suit :

Echéance	Montant
01/03/24	3 000 000,00 €
01/03/25	3 000 000,00 €
01/03/26	2 933 445,00 €

4.4.2 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire de l'État est l'Administrateur Général des Finances Publiques de la Direction Régionale des Finances Publiques.

4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution du fonds de concours par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ledit fond de concours devient caduc et est annulé. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

L'opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, à compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat du fond de concours non versé est caduc.

4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement indiqué à l'article 4.3 constitue un plafond. Quelle qu'en soit la cause, tout dépassement de ce montant sera discuté entre les parties de la présente convention et donnera lieu à un accord entre les parties sur les financements supplémentaires pouvant être apportés, matérialisé par une nouvelle convention. En l'absence de cet accord entre les parties de la présente convention, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage du projet.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les participations des financeurs sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté par rapport au montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 4.1. Elles font l'objet d'un versement du fonds de concours au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

4.7 Bilan physique et financier du projet

Un bilan physique et financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le relevé final des dépenses et des recettes réalisées et indiquera le descriptif des réalisations effectuées (dossier d'études, etc.) en justifiant, le cas échéant, les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

La Région s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours reliés à cette convention qui sont présentés en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 6 : RÉCEPTION DES OUVRAGES

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, l'État, maître d'ouvrage, adresse à la Région sa décision d'ouverture à la circulation de la chaussée de la RN10 enfouie dans le sens Province > Paris de circulation.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par l'Etat à la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la région Île-de-France et attribuant les fonds de concours afférents.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 10, soit après le versement du solde du fonds de concours au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 4.5.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation du projet (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de la part d'un co-financeur...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les avenants de la convention doivent être approuvés par l'ensemble des parties.

Signée par toutes les parties et notifiée le

Page 12 / 12

Annexe 3 : Convention complémentaire RN10-Trappes (78)

Convention pour le financement complémentaire de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes (78)

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci-après « **l'État** »,

ET « **les Partenaires** » :

La Région Île-de-France, dont le siège est situé 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame la Présidente de la Région Île-de-France, dénommée ci-après « **la Région** »

ET

Le Département des Yvelines, dont le siège est situé Hôtel du Département 2, place André Mignot 78012 Versailles Cedex, représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental, dénommé ci-après « **le Département** »,

ET

La Commune de Trappes, dont le siège est situé 1, rue de la République, 78190 Trappes-en-Yvelines, représentée par Monsieur le Maire de Trappes, dénommé ci-après « **la Commune** ».

L'ensemble étant appelé « **les Parties** »

PREAMBULE

La présente convention est relative à la requalification de la RN10 en traversée de Trappes.

L'opération a pour objectifs de diminuer les nuisances, améliorer l'insertion urbaine et paysagère de la RN10, améliorer les conditions de sécurité des usagers et fluidifier le trafic.

Un premier protocole de financement a été signé le 14 décembre 2016 entre l'État, la Région, le Département, SQY et la Commune à hauteur de 95 M€ TTC, dont 2,5 M€ de parcelles appartenant à la Région et suivant la répartition suivante et 2,6 M€ pour la contribution au dévoiement des réseaux d'assainissement gérés par SQY. Les contributions prévues étaient les suivantes :

	Protocole 2016	Poste 1 : Travaux sous MOA Etat (DIRIF)	Poste 2 : Acquisitions foncières auprès de la Région	Poste 3 : Contribution au dévoiement des réseaux SQY
Etat	42,00 M€	40,82 M€		1,18 M€
Région	27,50 M€	24,30 M€	2,50 M€	0,70 M€
Département	10,00 M€	9,72 M€		0,28 M€
SQY	13,50 M€	13,12 M€		0,38 M€
Commune	2,00 M€	1,94 M€		0,06 M€
Total	95,00 M€	89,90 M€	2,50 M€	2,60 M€

Ce protocole a donné lieu à l'établissement :

- d'une convention de financement de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes entre l'État, le Département, SQY et la Commune, en date du 28 mai 2018, pour confirmer leurs engagements financiers respectifs tels que rappelés dans la colonne relative au Poste 1 du tableau ci-dessus ;
- d'une convention de financement des travaux de dévoiement des réseaux d'assainissement préalablement à la requalification de la RN10 entre les Parties, en date du 6 novembre 2018, pour confirmer leurs engagements respectifs tels que rappelés dans la colonne Poste 3 du tableau ci-dessus ;
- de cinq conventions de financement entre l'Etat et la Région, pour confirmer les engagements de l'État et de la Région conformément les postes 1 et 3. S'agissant du foncier (poste 2), compte tenu de la revalorisation de l'apport en nature de la Région à hauteur de 0,3 M€, il a été convenu avec l'État que ce dernier augmente sa contribution financière de 2,2 M€ pour atteindre le montant de 95 M€ initialement convenu entre l'ensemble des partenaires. Ces 2,2 M€ seront apportés au titre du CPER 2023-2027.

Au jour de la signature de la présente convention, le coût de l'opération est réévalué à 149 M€ TTC. Il se décompose de la manière suivante :

- Poste 1 (travaux sous MOA Etat - DiRIF) : 146,1 M€
- Poste 2 (acquisitions foncières auprès de la Région) : 0,3 M€
- Poste 3 (dévoiement réseaux SQY) : 2,6 M€

La présente convention porte donc sur le complément de financement par rapport au protocole précité, soit 54 M€ TTC. S'agissant de l'État et de la Région, ces financements complémentaires seront apportés au titre du CPER 2023-2027.

Pour mémoire, l'opération routière de couverture de la RN10 en traversée de Trappes, objet de la présente convention, est préalable à l'opération d'aménagement des plateaux urbains sur la couverture de la RN10 qui vise à retisser un lien entre les deux parties de la ville. Son financement

n'est toutefois pas du ressort du présent accord.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de préciser les engagements des Parties pour le financement complémentaire de la requalification de la RN10 en traversée de Trappes dans le département des Yvelines.

Ces principes sont conformes aux engagements qui seront inscrits dans le cadre du CPER 2023-2027 encore en cours de discussions entre l'État et la Région au moment de la signature de la présente convention.

ARTICLE 2 : Description générale des études et/ou travaux

La présente convention permet d'assurer le financement complet de l'ensemble de l'opération de requalification de la RN10 à Trappes.

Les principales caractéristiques fonctionnelles de l'aménagement projeté sont les suivantes :

- dénivellation de la RN10 entre les carrefours avec les RD912 et RD23, aux entrées de la ville ;
- création de 3 dalles de couverture au-dessus de la RN10 ;
- aménagement des carrefours avec les RD912 et RD23 d'entrée de ville en carrefours à giratoires ;
- création de 2 passages souterrains à gabarits normaux (PSGN) permettant les insertions des RD23 et RD912 sur la RN10 en direction de Paris.

2.1 : Travaux dans le périmètre de l'opération :

Font partie de l'opération, les travaux de réalisation de :

- l'aménagement des carrefours RN10/RD912 et RN10/RD23 en carrefours giratoires ;
- l'enfouissement de la RN10 entre les carrefours RN10/RD912 et RN10/RD23 ;
- la création de 3 dalles (dalle de l'Hôtel de ville, de la Corderie et Montfort) ;
- la réalisation des trémies et du passage souterrain à gabarit normal (PSGN) reliant la RD23 à la RN10 ;
- la réalisation des trémies et du PSGN reliant la RD912 à la RN10 ;
- la construction d'un pont provisoire, son raccordement à la RD36 puis sa déconstruction ;
- le comblement du passage souterrain dans l'axe de la gare, la construction d'une passerelle provisoire pour maintenir cette traversée pendant les travaux puis sa déconstruction postérieurement à la création d'une traversée provisoire piétonne et cycle au niveau sur la dalle Montfort ;
- la destruction du pont Marcel Cachin ;
- la modification des rues de la République, de Stalingrad Sud, de Stalingrad Nord (construction d'une voirie provisoire permettant la déviation d'une section de la RN10) ;
- le rétablissement de la RD36 sur la dalle de l'hôtel de ville permettant la traversée des véhicules et des modes doux ;
- les aménagements paysagers aux abords des carrefours RN10/RD23 et RN10/RD912, en ce compris la construction du mur Casanova à titre de mesures compensatoires ;

- la compensation partielle des places de stationnement supprimées pour les besoins des travaux via l'aménagement de places de stationnement en surface et/ou de parkings.

2.2 : Travaux en dehors du périmètre de l'opération :

Ne fait pas partie de l'opération la réalisation des travaux :

- d'aménagement des plateaux urbains, en particulier :
 - le parking de l'Hôtel de Ville,
 - la rue de la République,
 - le cours de la Corderie, le parvis de l'Hôtel de Ville,
 - les rues Stalingrad Sud et Nord définitives,
 - la rue Danielle Casanova,
 - la rue Montfort,
 - la rue de l'abreuvoir,
 - la rue Angelina Janniard,
 - le chemin de Paris,
 - l'aménagement de surface des 3 dalles,
 - l'éclairage public et la signalisation de toutes les voiries autres que les RN10, RD912 et RD23 ;
- de dévoiements de réseaux, qui seront pris en charge par les gestionnaires respectifs des réseaux concernés ;
- de refonte et de déplacement des réseaux d'assainissement, qui relèvent en tout point du gestionnaire de ces réseaux et qui ont fait l'objet d'une convention spécifique ;
- d'aménagement de la dalle Montfort et de la dalle de la corderie autre que le rétablissement d'une traversée piétonne et cycle en substitution du souterrain comblé ;
- d'aménagement de la dalle de l'hôtel de ville autre que le rétablissement de la RD36.

ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est maître d'ouvrage de l'opération de requalification de la RN10 en traversée de Trappes. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et/ou travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses

Le coût plafond de l'opération de requalification de la RN10 en traversée de Trappes-en-Yvelines est fixé à 149 M€ TTC, sous les hypothèses de calendrier stipulées à l'article 6 et sur la base d'une évolution prévisionnelle des coûts indexés sur le TP01 de 4 % par an à compter du 1^{er} janvier 2023.

Sont compris dans cette estimation :

- Poste 1 : les coûts des acquisitions foncières des parcelles privées, des études, de la direction d'exécution des travaux et des travaux listés à l'article 2.1, pour un montant total de 146,1 M€ TTC ;
- Poste 2 : le coût de 0,3 M€ TTC des acquisitions foncières des 2 parcelles appartenant à la Région Île-de-France. Ce foncier sera apporté par la Région à l'Etat sous la forme d'un apport en nature ;

- Poste 3 : une contribution aux travaux d'assainissement visés à l'article 3, d'un montant de 2,6 M€ TTC versé à SQY. Ces travaux ont d'ores et déjà été contractualisés et réalisés.

Ce coût est détaillé par grand poste de dépenses en annexe 1.

Les parties prennent acte que le montant de 149 M€ correspond au coût à terminaison réévalué par la DiRIF début 2023 avec en hypothèse un calendrier de travaux prévoyant la réalisation de la voirie provisoire de la tranchée centrale à partir d'octobre 2023, puis le démarrage effectif des travaux d'enfouissement en septembre 2024. Comme le précise l'article 6, ce calendrier n'est aujourd'hui plus envisageable mais la DIRIF s'engage néanmoins à faire ses meilleurs efforts pour optimiser les travaux de la RD23 de manière à en réduire les coûts et à en informer les partenaires préalablement au lancement de ces travaux.

En cas d'évolution prévisionnelle importante des indices de référence, notamment le TP01, pouvant avoir un impact sur la poursuite de l'opération, le maître d'ouvrage présente à l'ensemble des cofinanceurs les conséquences sur le coût de cette opération.

Si le coût de l'opération financé par la présente convention se trouve augmenté en raison d'une évolution des indices plus élevée que celle prévue à la date de signature de la présente convention, l'ensemble des financeurs peuvent examiner avec l'Etat, maître d'ouvrage et financeur, les marges de manœuvre possibles pour rester dans l'enveloppe financière prévue par la convention en vigueur, pour limiter les effets de la hausse des indices ou pour augmenter leurs contributions. A l'issue de ces discussions, les financements complémentaires éventuellement convenus se font selon un principe de solidarité entre co-financeurs. Un avenant à la présente convention est alors élaboré.

Si des dépassements de coûts non liés à la révision des indices de coûts de référence mais liés à des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles, et/ou liés à des choix propres au maître d'ouvrage devaient survenir, le maître d'ouvrage saisit l'ensemble des co-financeurs afin qu'il soit décidé des suites à donner.

Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des cofinanceurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord. Dans le cas où l'accord préalable des cofinanceurs n'a pas été sollicité, la prise en charge desdits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

Inversement, en fin d'opération, toute évolution de coûts à la baisse est répercutée aux autres financeurs au prorata de leur niveau de participation financière.

ARTICLE 5 : Dispositions financières

5.1 : Répartition entre les cofinanceurs

Le plan de financement complémentaire est ainsi arrêté pour un montant de 54 M€ TTC et est réparti selon les clés retenues dans le protocole du 14 décembre 2016 pour la Région, le Département et la Commune :

- État (58,42 %) = 31 546 800 € ;
- Région (28,95 %) = 15 633 000 € ;
- Département (10,53 %) = 5 683 500 € ;
- Commune (2,11 %) = 1 136 700 €.

Le cas échéant, l'État pourra conventionner avec Saint-Quentin-en-Yvelines de manière bilatérale en cas de participation financière éventuelle de cette dernière et en informera les autres Parties.

5.2 : Engagements financiers des Parties

La Région, le Département et la Commune conviennent de financer, en complément des engagements existants précités, selon les clés indiquées au 5.1 et jusqu'à hauteur de leur quote-part respective du montant de 54 M€ TTC, les études, les travaux (listés à l'article 2) et les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de l'opération de requalification de la RN10 en traversée de Trappes.

Les fonds seront appelés par l'Etat à l'avancement du projet, selon le calendrier prévisionnel indiqué à l'article 5.3. La Région, le Département et la Commune s'engagent à inscrire en temps utile dans leur budget les sommes nécessaires au règlement des dépenses qui leur incombent.

5.3 : Versement du fonds de concours

A titre indicatif, l'échéancier prévisionnel d'appel de fonds est basé sur le calendrier prévisionnel de réalisation indiqué à l'article 6. Il est le suivant :

En € TTC	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Région	2 750 594 €	2 750 594 €	2 750 594 €	2 750 594 €	2 750 594 €	1 880 031 €	15 633 000 €
Département	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	683 500 €	5 683 500 €
Commune	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	136 700 €	1 136 700 €
Total	3 950 594 €	3 950 594 €	3 950 594 €	3 950 594 €	3 950 594 €	2 700 231 €	22 453 200 €
Cumul	3 950 594 €	7 901 188 €	11 851 781 €	15 802 375 €	19 752 969 €	22 453 200 €	

Cet échéancier prévisionnel est ajusté en fonction de l'avancement réel de réalisation et des dépenses prévisibles de l'opération. Ces ajustements font alors l'objet d'un accord préalable et formalisé de la part des partenaires avant d'être appliqué, sans que cela ne puisse conduire à des situations de retard de financement global de la part des Parties.

L'État émet ses appels de fonds auprès des Parties en fonction de cet échéancier prévisionnel, ajusté le cas échéant.

Un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux est produit et remis au plus tard dans les 2 ans suivant la réception des derniers travaux. Ce bilan détaillera le relevé final des dépenses et des recettes réalisées et indiquera le descriptif des réalisations effectuées (dossier d'études, etc.) en justifiant, le cas échéant, les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant perçu, l'État procède au remboursement aux Parties des sommes trop perçues au prorata de la dépense réalisée.

5.4 : Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution du fonds de concours par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ledit fond de concours devient caduc et est annulé. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

L'opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région au plus quatre (4) ans après le versement du dernier fond de concours tel que précisé à l'article 5.3, le cas échéant actualisé lors d'un comité technique. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interrompra définitivement ses versements. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 6 : Calendrier prévisionnel de réalisation

L'achèvement des travaux du giratoire RN10/RD912 et des travaux préparatoires au dénivellement de la RN10 sont prévus à l'été 2023.

Les travaux de création de la voirie provisoire sont programmés pour démarrer en 2024. Le dénivellement de la RN10 sera engagé dans la continuité de ces travaux, pour une durée prévisionnelle d'environ 2 ans et demi.

Au moment de la signature de la présente convention, la réalisation des travaux du giratoire RD23 (dernière phase de travaux) est prévu à l'horizon 2028.

ARTICLE 7 : Date d'effet – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, en anticipation de la conclusion du CPER 2023-2027 en cours de discussions entre l'État et la Région. Elle prend fin après le solde définitif par l'ensemble des Parties de leur participation dont le montant sera issu du bilan financier évoqué à l'article 5.3, ou dans les cas de caducité pour la Région en application de l'article 5.4 ou dans les cas de résiliation en application de l'article 10.

ARTICLE 8 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de chaque financeur, l'État s'engage à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « *action co-financée par ...* » et de l'apposition des logos, conformément aux chartes graphiques.

L'État, maître d'ouvrage, autorise les co-financeurs à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers...), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. Les co-financeurs ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par les co-financeurs est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible(s), faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de ...* » citant chacun des co-financeurs.

Ces actions seront menées dans le respect des chartes des Partenaires en matière de communication qui devront être transmises à l'État au plus tard le jour de la signature de la présente convention.

Dans l'éventualité de l'organisation d'un temps protocolaire public de valorisation du projet, l'État informera bien en amont les partenaires pour en définir les modalités et la date. L'État s'engage à respecter les usages et les préséances protocolaires.

ARTICLE 9 : Modification de la présente convention

Toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des Parties.

ARTICLE 10 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par l'une ou plusieurs des Parties ou l'ensemble des Parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre l'ensemble des Parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision au moyen d'un courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal aux autres Parties.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de fonds de concours de la part d'un co-financeur,...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par l'ensemble des co-financeurs. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 11 : Règlement des litiges

Il est expressément convenu entre les Parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

La présente convention est établie en cinq exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Trappes, en 4 exemplaires originaux, le

Pour l'Etat

Pour la Région

Pour le Département

Pour la Commune

Annexe 1 : coût détaillé de l'opération

Postes de dépenses	Coûts arrondis TTC avec actualisation
Parcelles privées	2 100 000,00 €
Parcelles Région IDF	300 000,00 €
Total acquisitions foncières*	2 400 000,00 €
Travaux	124 900 000,00 €
Etudes et direction travaux	8 900 000,00 €
Provision pour risques et aléas	10 200 000,00 €
Total travaux + Etudes	144 000 000,00 €
Participation aux dévoiements d'assainissement (pour rappel)	2 600 000,00 €
Total	149 000 000,00 €

** Hors acquisitions par la Commune*

Annexe 4 : Convention Liaison Routière de l'Est Francilien (77)

Liaison routière de l'Est Francilien (ex- liaison Meaux-Roissy)

Barreau RN3 – RN2

Convention de financement relative
aux études, acquisitions foncières et à la première phase
de travaux du barreau neuf RD212 – RN3

2023

TABLE DES MATIERES

<u>1</u>	<u>OBJET DE LA CONVENTION.....</u>	<u>6</u>
1.1	DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION	6
1.2	DELAI DE REALISATION DES ETUDES, ACQUISITIONS FONCIERES ET TRAVAUX.....	6
<u>2</u>	<u>CONTEXTE GENERAL DU PROJET.....</u>	<u>6</u>
2.1	HISTORIQUE	6
2.2	OBJECTIFS DU PROJET	7
2.3	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET	7
2.4	FINANCEMENT DU PROJET	8
2.5	COUT DU PROJET	8
<u>3</u>	<u>ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES.....</u>	<u>8</u>
3.1	LA MAITRISE D'OUVRAGE	8
3.2	LES FINANCEURS	8
<u>4</u>	<u>MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT</u>	<u>9</u>
4.1	ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION	9
4.2	COUTS DETAILLES	9
4.3	PLAN DE FINANCEMENT	9
4.4	MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT	9
4.4.1	VERSEMENT D'ACOMPTES.....	9
4.4.2	VERSEMENT DU SOLDE.....	10
4.4.3	PAIEMENT	10
4.4.4	BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION	10
4.5	CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE	11
4.6	COMPATIBILITE DU MAITRE D'OUVRAGE	11
<u>5</u>	<u>GESTION DES ECARTS</u>	<u>11</u>
<u>6</u>	<u>MODALITES DE CONTROLE</u>	<u>11</u>
<u>7</u>	<u>ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION.....</u>	<u>12</u>
<u>8</u>	<u>COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE.....</u>	<u>12</u>
<u>9</u>	<u>DISPOSITIONS GENERALES.....</u>	<u>13</u>
9.1	DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION.....	13
9.2	MODIFICATION DE LA CONVENTION	14
9.3	REGLEMENT DES LITIGES	14

9.4	RESILIATION DE LA CONVENTION.....	14
9.5	QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL.....	14
9.6	MESURES D'ORDRE.....	15
<u>ANNEXES.....</u>		<u>17</u>

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°..... de la commission permanente du conseil régional en date du

Et,

- **Le Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le Code des transports ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu les délibérations du Conseil général en date du 15 décembre 2000 et 22 novembre 2002 approuvant le dossier de prise en considération pour l'aménagement de la liaison Meaux-Roissy entre la RN 3 et la RN 2,

Vu l'arrêté préfectoral n°05 DAI EXP 033 du 20 juin 2005 déclarant d'utilité publique le projet de liaison Meaux-Roissy - barreau RN 3 – RN 2, sur le territoire des communes de Fresnes-sur-Marne, Claye-Souilly, Messy, Gressy, Mitry-Mory et Compans,

Vu l'arrêté préfectoral n°10/DAIDD/E/004 en date du 12 février 2010 pris en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement autorisant le Conseil général de Seine-et-Marne à réaliser les travaux relatifs à la liaison routière Meaux-Roissy et à la gestion des eaux pluviales de la plateforme routière sur les communes de Claye-Souilly, Compans, Fresnes-sur-Marne, Gressy, Messy et Mitry-Mory,

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu la délibération n° CR 2021-55 du Conseil régional du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CR 2022-021 du Conseil régional d'Île de France du 19 mai 2022 approuvant le Plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération n° CP 2022-316 de la commission permanente du Conseil régional d'Île de France du 23 septembre 2022 approuvant le contrat cadre du plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu la délibération n° CD-2022/09/29-1/15 du Conseil départemental en date du 29 septembre 2022 approuvant le contrat cadre du plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération n°CD-2023/02/17-1/06 du Conseil départemental en date du 17 février 2023 validant le projet définitif du barreau RD 212 – RN 3 de la liaison routière de l'est Francilien (ex Liaison Meaux-Roissy) ;

Vu la délibération n° CP 2023-375 de la commission permanente du Conseil régional d'Île de France du 17 novembre 2023 approuvant la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet et projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement d'une partie des études, travaux et acquisitions foncières du barreau neuf RD 212 – RN 3 de la Liaison Routière de l'Est Francilien (anciennement dénommée Liaison Meaux – Roissy).
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Liaison routière de l'Est francilien (ex-liaison Meaux-Roissy) »

Etudes, acquisitions foncières et première phase
de travaux du barreau neuf RD212 – RN3

Dans le cadre du Plan « Route de demain », n° CR 2022-021 de la commission régionale du 19 mai 2022, la Région s'est engagé à financer ce projet à hauteur de 50% de la dépense HT dont le montant prévisionnel s'élève à 65 M€ HT, soit un montant maximum de subvention de 32,5 M€.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'opération doit permettre la poursuite des études, acquisitions foncières et travaux de terrassement, d'assainissement, de chaussée, d'ouvrages d'art, de rétablissement des communications et de travaux connexes du barreau neuf RD 212 – RN3. Le détail de travaux figure en annexe 3 : Détail du programme des travaux de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délai de réalisation des études, acquisitions foncières et travaux

Le délai prévisionnel des études, acquisitions foncières et travaux visées au 1.1 est 30 mois.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études, acquisitions foncières et travaux figure en annexe 2 : calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et des acquisitions foncières.

2. CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

Le projet de la Liaison Routière de l'Est Francilien est un aménagement routier entre les communes de Meaux et Roissy, entre la RN2 et la RN3 qui comprend :

- L'élargissement de la RD 212 sur un linéaire d'environ 3 km entre la RN 2 (échangeur de Compans) et le Chemin Royal situé sur le territoire des communes de Mitry-Mory et de Compans : ce tronçon est mis en service.
- La création du « barreau de Mitry » : voie nouvelle d'environ 800 mètres de longueur reliant la RD 212 (au droit du débouché actuel du Chemin Royal) et la RD 139E qui permet l'accès à la zone industrielle : ce tronçon est mis en service.
- La création d'une voie nouvelle sur un linéaire d'environ 6 km entre la RD 212 au débouché du « barreau de Mitry » et la RN 3 au droit de l'échangeur avec la RD 404, sur le territoire des communes de Compans, Gressy, Messy et Claye-Souilly : ce tronçon reste à réaliser.

Le projet du barreau RN2 – RN3, sous maîtrise d'ouvrage départementale, a été pris en considération les 15 décembre 2000 et 22 novembre 2002 par l'Assemblée départementale.

Le projet a été déclaré d'utilité publique le 20 juin 2005 et a été autorisé au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques le 12 février 2010.

A la suite de l'arrêté préfectoral du 12 Février 2010 pris en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement et relatif à la gestion des eaux pluviales de la plateforme routière, le Département a étudié la possibilité d'assurer le franchissement de la Beuvronne par la création d'un viaduc.

Le 17 février 2023, l'Assemblée départementale a ainsi validé le programme définitif de création d'un barreau routier neuf à 2x2 voies entre la RD 212 et la RN 3, d'une longueur de 6 km, incluant un viaduc. Ce viaduc sera réalisé en lieu et place de la traversée initialement prévue en remblai, afin d'assurer la continuité hydraulique et de réduire l'impact sur le milieu naturel. Les différentes améliorations hydrauliques apportées au projet font l'objet d'un porté à connaissance auprès de l'Etat, complété d'une demande de défrichement. Un dossier est en cours d'établissement pour une éventuelle dérogation à la destruction d'espèces protégées.

Pour le Département, les travaux concernent la liaison entre la RN 2 et la RN 3, et s'étendent sur les territoires communaux de :

- Compans
- Mitry-Mory
- Gressy
- Messy
- Claye-Souilly

2.2 Objectifs du projet

La Liaison Routière de l'Est Francilien représente un élément déterminant pour le développement de tout le quadrant Nord-Ouest du département, notamment par le rapprochement qu'elle permettra entre Meaux et la plate-forme aéroportuaire de Roissy.

2.3 Caractéristiques principales du projet

Le projet sous maîtrise d'ouvrage départementale portera sur la création d'une voie nouvelle à 2x2 voies entre la RD 212 et la RN3, d'une longueur de 6 km environ, comprenant 10 ouvrages d'art, dont le viaduc de franchissement de la Beuvronne, des bassins et un aménagement paysager. Les acquisitions foncières relatives au barreau

neuf sont en cours. Au vu de leur importance, les travaux du barreau neuf seront réalisés par phases.

2.4 Financement du projet

La région Île-de-France a accepté de financer à hauteur de 50 %, la moitié du coût du barreau neuf RD 212 – RN 3, soit 32,5 M€.

2.5 Coût du projet

Le projet du barreau neuf RD 212 – RN3 de la Liaison Routière de l'Est Francilien (ex Liaison Meaux-Roissy) est estimé à 130 M€ HT.

3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 1.2 et dans l'annexe 1, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement d'une première phase de travaux et de la poursuite des acquisitions foncières de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « Route de demain », pour un montant maximum de 65 M€ HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50% du coût susvisé soit 32,5 M€
- Département de Seine-et-Marne : 50% du coût susvisé soit 32,5 M€.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 1 (Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds).

4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 65 M€ HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	Montant (€ courants)
1 ^{ère} phase de travaux	57 000 000
Etudes – Prestations connexes	3 000 000
Acquisitions	5 000 000
TOTAL en €	65 000 000 €

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

Dispositifs	Montant € HT et %		
Plan route de demain	Région Île-de-France	Département de Seine-et-Marne	Total
	32 500 000 €	32 500 000 €	65 000 000 €
	50%	50%	100%

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Le Département peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention. L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du Département.

Le comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les prestations, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 . Afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- un état récapitulatif des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement de l'opération.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département ou son directeur financier.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.4.2 Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Les demandes de solde adressées à la Région Ile-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France. Toute demande de solde est ferme et définitive.

Après achèvement de l'opération couverte par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- d'un rapport de présentation indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département de Seine-et-Marne sur le compte ouvert au nom de Paierie départementale, 4 rue des Fossés, 77000 Melun, dont le RIB est le suivant :

Code IBAN							Code BIC
FR57	3000	1005	25C7	7000	0000	066	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Adresse mail du service pour envoi des documents
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité	cellulenumerationdirectiondelacomptabilite@iledefrance.fr
Département de Seine-et-Marne	Hôtel du Département 77010 Melun Cedex	SDPP/SGBCM Direction des Routes	

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération, si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité de suivi.

Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interrompra définitivement ses versements.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Compatibilité du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au *pro rata* des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 2.5, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6. MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendrier si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre de ce comité de suivi.

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité

régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déferés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signé avec le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Plan régional « Route de demain », l'engagement financier de la Région sur la

présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat cadre, et susceptible d'être cofinancé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2022-021, approuvant le plan « route de demain ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente subvention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le _____

<p>Pour le Département de Seine-et-Marne,</p> <p>Jean-François PARIGI Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne</p>	<p>Pour la région Île-de-France,</p> <p>Valérie PECRESSE Présidente du Conseil régional d'Île-de-France</p>
--	---

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et acquisitions foncières

Annexe 3 : Détail du programme des travaux

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

**Échéancier prévisionnel des dépenses du MOA (CD77)
(en euros HT)**

	Années			TOTAL
	2024	2025	2026	
Département	3 500 000	44 000 000	17 500 000	65 000 000

**Échéanciers prévisionnels des appels de fonds auprès de la Région
(en euros HT)**

	TOTAL			
	2025	2026	2027	
Région Île-de-France	1 750 000	22 000 000	8 750 000	32 500 000

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et acquisitions foncières

Etudes – Prestations connexes	2023 - 2026
Poursuite des acquisitions foncières	2024 - 2025
1^{ère} phase de travaux	2024 - 2026

Annexe 3 : Détail du programme des travaux

Les acquisitions foncières sont à poursuivre.

La première phase de travaux porte sur

- le tronçon dit « Bloc Est », comprenant les 3 ouvrages,
- le tronçon dit « Bloc Centre », comprenant les 2 ouvrages,
- une partie du viaduc au-dessus de la Beuvronne (ouvrage relevant du bloc Ouest) : au vu du montant, la totalité du viaduc ne peut être prise sur cette seule convention.

Les travaux des premiers tronçons correspondent aux travaux de terrassement, d'assainissement, de chaussée, de rétablissement des voies de communication, d'ouvrages d'art et d'ouvrages connexes.



Les études et prestations connexes en accompagnement des travaux, notamment : maîtrise d'œuvre travaux, contrôles, coordinations sécurité et protection de la santé...

Annexe 5 : Convention financement RN20 (91)

RN 20 Carrefour Route de Chasse

Convention de financement relative à la RN 20
Décongestion des carrefours

2023

TABLE DES MATIERES

<u>1</u>	<u>OBJET DE LA CONVENTION.....</u>	<u>5</u>
1.1	DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION	6
1.2	DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX	6
<u>2</u>	<u>CONTEXTE GENERAL DU PROJET.....</u>	<u>6</u>
2.1	HISTORIQUE	6
2.2	OBJECTIFS DU PROJET.....	7
2.3	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET	7
2.4	COUT DU PROJET	8
<u>3</u>	<u>ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES.....</u>	<u>8</u>
3.1	LA MAITRISE D'OUVRAGE	8
3.2	LES FINANCEURS	9
<u>4</u>	<u>MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT</u>	<u>9</u>
4.1	ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION.....	9
4.2	COUTS DETAILLES.....	9
4.3	PLAN DE FINANCEMENT.....	9
4.4	MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT	10
4.5	CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE	11
4.6	COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE	12
<u>5</u>	<u>GESTION DES ECARTS</u>	<u>12</u>
<u>6</u>	<u>MODALITES DE CONTROLE</u>	<u>12</u>
<u>7</u>	<u>ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION.....</u>	<u>12</u>
<u>8</u>	<u>COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE.....</u>	<u>13</u>
<u>9</u>	<u>DISPOSITIONS GENERALES.....</u>	<u>14</u>
9.1	DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION	14
9.2	MODIFICATION DE LA CONVENTION.....	14
9.3	REGLEMENT DES LITIGES.....	14
9.4	. RESILIATION DE LA CONVENTION.....	15
9.5	. QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL.....	15
9.6	. MESURES D'ORDRE.....	16
<u>ANNEXES.....</u>	<u>.....</u>	<u>17</u>

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ou son délégué, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la Commission permanente du Conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le Département de l'Essonne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ou son délégué, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n° _____ de la Commission permanente du Conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération modifiée n° CR-049 du 21 juillet 2021 approuvant le cahier des charges du RER-V et l'actualisation du dispositif de soutien au RER-V ;

Vu la délibération n° CR 2022-021 du Conseil régional d'Île-de-France du 19 mai 2022 approuvant le Plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération CP 2022-208 du 7 juillet 2022 approuvant le contrat - cadre avec le Département de l'Essonne pour la mise en œuvre du plan route de demain ;

Vu la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu la délibération n° CP 2023-115 du 1^{er} juin 2023 approuvant l'actualisation du dispositif de soutien régional au réseau Vélo Île-de-France ;

Vu la délibération n° 2022-04-0015 du Conseil départemental en date du 23 mai 2022 approuvant le contrat cadre du plan régional « Route de demain » ;

Vu la délibération n° 2023-04-0021 du Conseil départemental en date du 3 juillet 2023 demandant au Président du Conseil départemental la signature des conventions financières avec la région Île-de-France et donnant délégation à la Commission permanente.

Vu la délibération n° CP 2023-375 de la Commission permanente du 17 novembre 2023 approuvant la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet et projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et travaux liés à la création du carrefour de la route de chasse de la RN 20 sur les communes de Ballainvilliers et Saulx-les-Chartreux ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Décongestion des carrefours de la RN 20 »

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense maximale dont le montant est fixé à 8,85 M€ HT, soit un montant maximum de subvention de 4,425 M€ HT

1.1 DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION

L'opération doit permettre :

- la conduite des études techniques et environnementales,
- la réalisation d'acquisitions foncières nécessaires au projet,
- les travaux liés à l'ensemble de ces études.

L'annexe 3 détaille les enjeux et les principes d'aménagement.

1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX

Le délai prévisionnel de l'opération est de 36 mois.

Le calendrier prévisionnel figure en annexe 2.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 HISTORIQUE

La RN 20 compte parmi les axes routiers les plus empruntés en Essonne et constitue un axe d'intérêt régional. Elle supporte sur cette section, un trafic de 62 281 véhicules par jour dont 4,7 % de poids lourds (comptages 2015) qui occasionne d'importantes remontées de files aux heures de pointe du matin et du soir.

L'aménagement du carrefour de la Route de Chasse sur la RN 20 sur le territoire des communes de Ballainvilliers et Saulx-les-Chartreux constitue la première phase de l'aménagement de la RN 20 (PR 7 à 9). Celui-ci fait partie des projets prévus à court terme dans le schéma de référence de la requalification de la RN 20 entre Massy et Arpajon approuvé lors de l'Assemblée départementale du 24 septembre 2012 et du plan directeur approuvé lors de l'Assemblée départementale du 3 juillet 2017.

La seconde phase correspond à l'aménagement d'un TCSP axial et la requalification de la RN 20 en boulevard urbain incluant le réaménagement du carrefour RN 20 / rue du Grand Noyer / Route de la Grange aux Cercles sur le territoire des communes de Ballainvilliers et La Ville du Bois.

Par arrêté préfectoral n° 2019/SP2/BCIIT/n°256 du 19 décembre 2019, le Préfet de l'Essonne a lancé les enquêtes publiques qui se sont déroulées du lundi 13 janvier au vendredi 31 janvier 2020 inclus sur le territoire des communes de Ballainvilliers et de Saulx-les-Chartreux.

Par courriel du 12 mars 2020, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 8 mars 2020 ont été transmis au Département.

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable sur la mise en compatibilité des PLU des deux communes concernées.

Par ailleurs, pour l'utilité publique de l'aménagement projeté, il émet un avis favorable sur l'opportunité et l'intérêt public de l'opération et le choix d'une solution de carrefour à feux, du tracé de l'infrastructure nouvelle et de l'aménagement de ses abords, mais l'assortit de quatre recommandations. De même, concernant le parcellaire, un avis favorable est émis assorti de quatre recommandations.

L'arrêté de déclaration d'utilité publique du projet de carrefour de la route de Chasse sur la RN20 n'a pas été pris, aussi, une nouvelle enquête publique est à refaire.

Un marché de maîtrise d'œuvre a été attribué en juin 2020 pour établir les dossiers d'avant-projet, de projet et de consultation des entreprises ainsi que les dossiers pour obtenir les autorisations réglementaires avant le démarrage des travaux.

Une réévaluation de l'estimation sommaire et globale du foncier nécessaire au projet a été établie par le pôle d'évaluation domaniale le 7 mars 2022 de 1 837 042,15 € (soit une augmentation de plus de 30 %).

Le nouveau dossier a été transmis à la préfecture le 25 juin 2021. L'enquête publique a été organisée par la préfecture du 6 au 24 mai 2022 par arrêté préfectoral n°2022/PREF/DCPPAT/BUPPE/063 du 4 avril 2022. L'arrêté de déclaration d'utilité publique a été pris fin décembre 2022.

2.2 OBJECTIFS DU PROJET

L'aménagement du carrefour RN 20 - Route de Chasse sur les communes de Ballainvilliers, et Saulx les Chartreux fait partie des projets prévus à court terme dans le schéma de référence de la RN 20.

Cet aménagement vise à :

- délester l'échangeur RN 20 / RD 186 qui est saturé aux heures de pointe ;
- créer une nouvelle transversalité Est-Ouest pour améliorer la desserte locale et relier les bassins d'emplois et d'habitat entre le Val d'Orge et la zone d'activité de Courtaboeuf ;
- améliorer la circulation des transports en commun et des modes doux en cohérence avec les aménagements prévus dans le schéma de référence de la RN 20.

Sa mise en œuvre nécessite également la réalisation d'acquisitions foncières par voie amiable ou forcée

La ligne V1 du réseau vélo Île-de-France (VIF) empruntant la RN 20, l'itinéraire cyclable devra s'approcher le plus possible des prescriptions et préconisations du cahier des charges du VIF.

2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

Le projet consiste en :

- la réalisation d'un carrefour à feux sur la RN 20 au nord des zones commerciales de La Ville du Bois et de Ballainvilliers, sur lequel se raccordera la rue de la Tuilerie à l'est et le barreau de raccordement à la route de Montlhéry et à la rue de Lunezy à l'ouest ;
- la réalisation des aménagements capacitaires sur la RN 20 en amont et en aval du carrefour ;
- la création d'une voie bus au nord pour faciliter la circulation des bus sur l'axe RN 20 (en préfiguration de l'entrée dans le site propre axial en seconde phase).

Le projet prévoit également la réalisation d'un bassin de traitement des eaux de ruissellement et la création de liaisons douces le long du barreau créé avec un maillage des pistes cyclables existantes.

Conformément à la déclaration de projet prise lors de l'Assemblée départementale du 26 septembre 2022 (délibération n° 2022-04-0031), un écran anti-bruit sera créé le long de la voie nouvelle (côté est de la RN 20) dans la continuité du merlon existant à Ballainvilliers.



2.4 COUT DU PROJET

Le projet a été réévalué à 8,85 M€ HT.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 1.2 et dans l'annexe 2, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité des financeurs.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 LES FINANCEURS

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « Route de demain », pour un montant maximum de 8 850 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50 %, soit 4 425 000 € ;
- Département de l'Essonne : 50 %, soit 4 425 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.3, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 8,85 M€ HT, non actualisable et non révisable.

4.2 COUTS DETAILLES

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	Montant (€ courants)
Etudes diverses (AVP,PRO, Environnement,...)	0,398 M€
Acquisitions foncières	1,837 M€
Travaux	6,615 M€
TOTAL en €	8,850 M€

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Île-de-France.

4.3 PLAN DE FINANCEMENT

Montant M€ HT et %			
MOA	Région	Département de l'Essonne 91	Total
Département	4,425	4,425	8,85
	50%	50%	100%

4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les études et travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- un état récapitulatif des paiements précisant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- l'état d'avancement des travaux.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

4.4.2 Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Les demandes de solde adressées à la Région Ile-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France. Toute demande de solde est ferme et définitive.

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande est complétée d'un état récapitulatif des paiements, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de l'Essonne	Banque de France à EVRY	30001	00312	C9110000000	19	FR 54 3000 1003 12C9 1100 0000 019

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Adresse mail du service pour envoi des documents
Région Île-de- France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT- OUEN-SUR- SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité	Cellulenumerationdirectiondelacomptabilite @iledefrance.fr

4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'Assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces

attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 2.4 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 4.3 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité des financeurs.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance de chaque projet s'articule autour d'un comité de suivi dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le maître d'ouvrage et les financeurs autant que besoin, mais au moins une fois par an. Les membres étant

convoqués avec un préavis minimum de quinze (15) jours et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le comité de suivi est le cadre privilégié permettant de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet et d'échanger sur la communication relative au projet.

Le compte rendu de chaque comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage.

Pendant toute la durée de validité de la convention, le maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières de l'opération.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre de ce comité de suivi.

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes,

de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées à l'articles 3.1.2, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le paiement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'articles 4.4.2, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déferés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4. RESILIATION DE LA CONVENTION

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5. QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL

Comme indiqué dans le contrat-cadre signé avec le Département de l'Essonne dans le cadre du Plan régional « Route de demain », l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être cofinancé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2022-021, approuvant le plan « route de demain ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6. MESURES D'ORDRE

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le _____

Pour le Département de l'Essonne,	Pour la région Île-de-France,
François DUROVRAY	Valérie PECRESSE
Président du Conseil départemental de l'Essonne	Présidente du Conseil régional d'Île- de-France

ANNEXES**Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds**

Échéancier prévisionnel des dépenses du MOA (CD 91)
(en euros HT)

	Année				TOTAL
	2023	2024	2025	2026	
CD91	580 000	2 650 000	4 960 000	660 000	8 850 000
	25 % acquisitions 30 % Etudes	75 % acquisitions 70 % études 15 % travaux	75 % travaux	10 % travaux	

Échéancier prévisionnels des appels de fonds auprès de la Région
(en euros HT)

	Année				TOTAL
	2023	2024	2025	2026	
Région Île-de-France	0	1 615 000	1 925 000	885 000	4 425 000

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Projet/Missions	2023		2024		2025		2026	
RD 312								
Etudes diverses								
Acquisitions foncières								
Travaux								

Annexe 3 : Détail du programme

La conduite des études techniques et environnementales :

Les études techniques (géométriques, géotechniques, environnementales, ...) sont aujourd'hui en cours et nécessitent un certain nombre d'adaptations liées à l'évolution du projet. En effet, le projet doit notamment se doter d'un écran acoustique non prévu et imposé par le commissaire enquêteur lors de l'enquête publique.

Ainsi, les études AVP et PRO sont encore à finaliser pour pouvoir préciser les caractéristiques définitives du projet. D'autre part et même si le projet bénéficie d'une dispense d'étude d'impact, il convient de considérer le niveau d'imperméabilisation des sols et l'impact éventuel au titre de la loi sur l'eau. Une étude en ce sens est nécessaire. De la même manière, un recensement et des mesures de compensations pour les espèces protégées peuvent être à mener.

La réalisation d'acquisitions foncières nécessaires au projet :

Le projet nécessite un volume d'acquisitions foncières conséquent. En effet, le projet impacte 65 parcelles : 37 sur Ballainvilliers et 28 sur Saulx-les-Chartreux, représentant une superficie totale de 65 748 m².

L'estimation sommaire et globale du Service des Domaines s'élève à 1 837 042,15 € (7 mars 2022).

Les travaux liés à l'ensemble de ces études :

Travaux de voirie nécessaires à la création du carrefour, à savoir :

- création d'un carrefour à feux permettant de relier la route de Montlhéry à la RN20,
- adaptation de la chaussée existante de la RN 20 avec réservation d'un espace central pour un futur SPTC,
- réalisation d'un système complet d'assainissement avec notamment la création de bassins,
- création d'un écran acoustique,
- intégration d'une circulation piétonne et cyclable sur l'intégralité du projet.

Annexe 6 : Avenant à la convention d'étude de la desserte Val d'Essonne (91)

DESSERTE VAL D'ESSONNE

**Communes de Chevannes, Mennecy,
Le Coudray-Montceaux**

Avenant n°1 à la convention de financement relative
aux études techniques, à la constitution des dossiers
réglementaires, aux acquisitions foncières et à la
concertation préalable

2023

TABLE DES MATIERES

<u>1</u>	<u>MODIFICATION DU PARAGRAPHE 1.1 « DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION »</u>	<u>5</u>
<u>2</u>	<u>MODIFICATION DU PARAGRAPHE 1.2 « DELAIS DE REALISATION DES ETUDES ET DES TRAVAUX »</u>	<u>5</u>
<u>3</u>	<u>MODIFICATION DU PARAGRAPHE 2.1 « HISTORIQUE »</u>	<u>5</u>
<u>4</u>	<u>MODIFICATION DU PARAGRAPHE 4.2 « COUTS DETAILLES »</u>	<u>9</u>
<u>5</u>	<u>MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 « ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES APPELS DE FONDS »</u>	<u>10</u>
<u>6</u>	<u>ENTREE EN VIGUEUR ET VALIDITE DE L'AVENANT.....</u>	<u>10</u>
<u>7</u>	<u>REGLEMENT DES LITIGES</u>	<u>10</u>
<u>8</u>	<u>DISPOSITIONS DIVERSES</u>	<u>10</u>

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée « la Région » dûment mandatée par la délibération n°..... de la commission permanente du conseil régional en date du,
- **Le département de l'Essonne**, représenté par Monsieur François DUROVRAY, président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné « le Département » dûment mandaté par la délibération n°..... de la commission permanente du conseil départemental en date du,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le plan « anti-bouchon » et pour changer la route, modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération du conseil départemental N°2017-04-0037 du 27 mars 2017 approuvant le contrat de mise en œuvre du plan « anti-bouchon » et pour changer la route de la région Île-de-France lui donnant délégation pour approuver les conventions ;

Vu la délibération du conseil départemental n°2017-01-0029 du 29 mai 2017 approuvant la refonte du règlement budgétaire et financier du Département ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 05 juillet 2017, approuvant le contrat-cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 2019-04-0047 du 16 décembre 2019 approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du plan « anti-bouchon et pour changer la route » de la région Île-de-France ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 2020-DTMO-029 du 2 novembre 2020 approuvant la convention spécifique relative aux études techniques, à la constitution des dossiers réglementaires, aux acquisitions foncières et à la concertation préalable, nécessaires à la mise en œuvre de la desserte du Val d'Essonne ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-462 du 18 novembre 2020, approuvant la convention spécifique relative aux études techniques, à la constitution des dossiers réglementaires, aux acquisitions foncières et à la concertation préalable, nécessaires à la mise en œuvre de la desserte du Val d'Essonne.

Vu la délibération n° CP 2023-375 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France du 17 novembre 2023 approuvant le présent avenant ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant à la convention a pour objet d'inclure les études d'opportunité et techniques du nouveau tracé de la Déviation Val d'Essonne.

Par conséquent, le présent avenant modifie le paragraphe 1.1, le paragraphe 1.2, le paragraphe 2.1 et le paragraphe 4.2

1 Modification du paragraphe 1.1 « Définitions et contenu de l'opération »

Le paragraphe 1.1 « Définitions et contenu de l'opération » de la convention de financement initiale est remplacé par les dispositions suivantes :

L'opération doit permettre :

- D'étudier l'opportunité d'un nouveau tracé de la desserte de Val d'Essonne et d'en définir les impacts,
- Des études techniques de consolidation du scénario retenu dans l'étude de faisabilité ;
- Des études de conception d'avant-projet (AVP) nécessaires notamment à la détermination des emprises à acquérir ;
- Des dossiers règlementaires à produire ;
- d'élaboration du dossier de concertation ;
- Des acquisitions foncières.

2 Modification du paragraphe 1.2 « Délais de réalisation des études et des travaux »

Le paragraphe 1.2 « Délais de réalisation des études et des travaux » de la convention de financement initiale est remplacé par les dispositions suivantes :

Le calendrier prévisionnel prévoit :

- 2023 = lancement de l'étude d'opportunité du nouveau tracé de la DVE
- 2025 = une phase de concertation préalable ainsi que le lancement des premières études environnementales,
- 2026 = la réalisation des dossiers règlementaires et les procédures administratives ainsi que les premières études techniques des tronçons,
- 2028 = premiers travaux.

3 Modification du paragraphe 2.1 « Historique »

Le paragraphe 2.1 « Historique » de la convention de financement initiale est remplacé par les dispositions suivantes :

En application du schéma directeur de la voirie départementale adopté le 22 juin 2000, le Département a conduit une concertation avec les différents acteurs concernés, autour du

devenir de la RD 191 et de la possible réalisation d'un nouvel axe structurant, en déviation de l'actuelle route départementale.

Né de ce processus, un schéma de principe traduit les perspectives de développement du secteur, en mettant en adéquation les projets d'urbanisation envisagés avec le réseau viaire existant et projeté. Outre le Département et plusieurs communes, il a également été approuvé par la communauté d'agglomération Seine Essonne (CASE) et la communauté de communes du Val d'Essonne (CCVE).

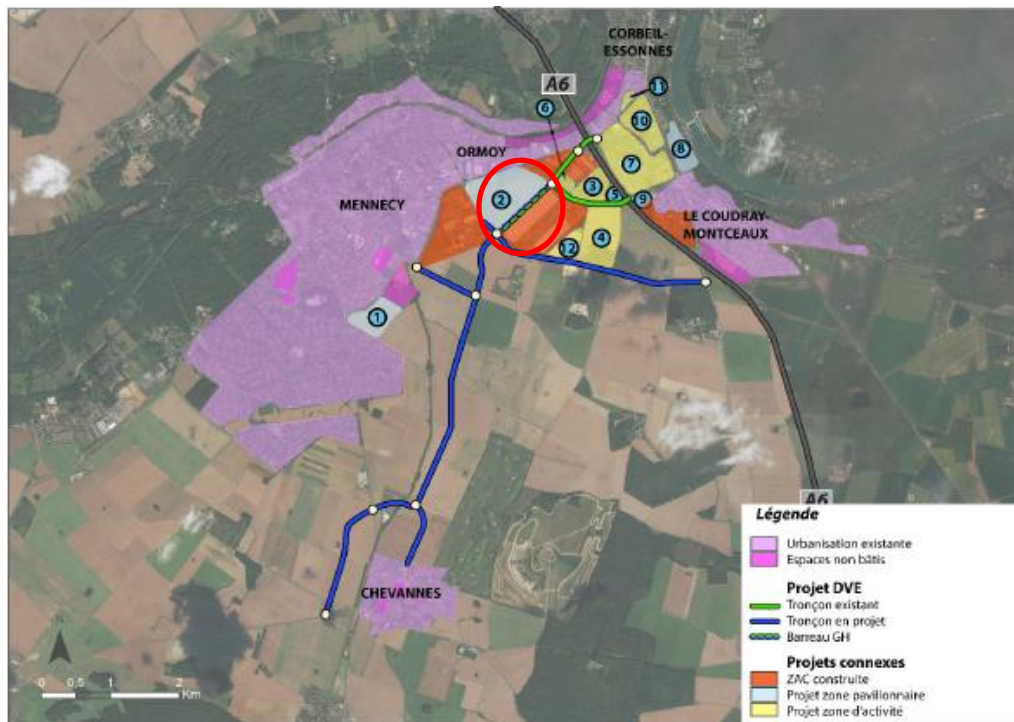
Ce schéma a pour objectif de développer un réseau routier lisible, permettant au secteur d'exprimer ses potentialités urbaines et économiques, facilitant l'accessibilité du sud Essonne aux pôles d'activité du nord du département (en améliorant la connexion au réseau routier rapide – A 6), et délestant les RD 191 et 153 du trafic de transit, en traversée de Mennecy notamment.

Le réseau viaire projeté correspondant à ce schéma comprend une liaison RD 74 / RD 153 / A 6, en déviation de l'actuelle RD 191, avec une desserte vers l'échangeur A 6 / RD 948, armature de niveau départemental à laquelle s'ajoutent des liaisons notamment transversales, d'intérêt intercommunautaire ou communal. Il permet à la fois une accessibilité à l'A 6 tous sens confondus et de répondre à la demande locale, avec la création de pénétrantes et de transversales pour la desserte des projets urbains.

Les opérations constitutives du schéma de principe relèvent, pour la plupart, de la maîtrise d'ouvrage départementale. Toutefois la possibilité a été donnée aux EPCI de réaliser des sections de voie incluses dans l'emprise de la desserte du val d'Essonne, dès lors qu'elles constituent des dessertes indispensables aux zones urbanisées ou à urbaniser.

Dans ce cadre, une première « tranche » de la desserte du Val d'Essonne a été réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la CASE, assurant, sur le territoire de la commune du Coudray-Montceaux, la desserte de la ZAC des Haies Blanches depuis l'A 6.

La communauté de communes du Val d'Essonne a préparé la mise en œuvre d'une « seconde tranche », sous sa maîtrise d'ouvrage, permettant d'assurer la desserte des ZAC de Montvrain II et de la Plaine St-Jacques. Le département de l'Essonne a apporté une participation financière à la réalisation de ce barreau dit « G-H » (cf. schéma de 2007).



En 2019, le projet de desserte du Val d'Essonne a été réexaminé dans le cadre d'une étude réalisée par le Département et cofinancée par les deux intercommunalités concernées (CC du Val d'Essonne et CA Grand Paris Sud).

Cette étude d'actualisation a permis :

- de réinterroger le besoin et le programme : évolution urbaine et économique, évolution des trafics, évolution du réseau viaire, évaluation de tronçons déjà réalisés, intégration de la problématique liaisons douces,
- de compléter les données influant sur la mise en œuvre : contraintes urbaines, environnementales, foncières, économiques, topographiques, de réseaux (transport, assainissement...) avec deux zooms particuliers, l'un sur l'activité agricole, l'autre sur l'activité de la carrière,
- de définir un tracé préférentiel et de proposer une actualisation de l'étude de faisabilité en termes financiers et de calendrier.

A l'issue de cette période d'étude, le Comité des financeurs (Département, Grand Paris Sud et CC du Val d'Essonne) a retenu un scénario préférentiel pour la réalisation de la desserte du Val d'Essonne comportant trois barreaux : Nord, Est et Ouest, réalisables par tranches. Si la construction du barreau Nord semble pouvoir se justifier en consommant du foncier dans un contexte de ZAN, sa réalisation offrirait la possibilité de décongestionner le secteur en répondant aux enjeux de développement urbain et contribuerait aux fortes attentes du monde économique (implantation de multiples bases logistiques).

Les deux autres barreaux (Est et Ouest) semblent plus difficiles à réaliser au regard du fort impact environnemental : parcelles agricoles nombreuses, franchissement de l'aqueduc de la Vanne et du Loing, carrière à ciel ouvert, gestion complexe des eaux superficielles ...

En outre, le secteur a connu de nouvelles données d'entrée sur les deux dernières années :

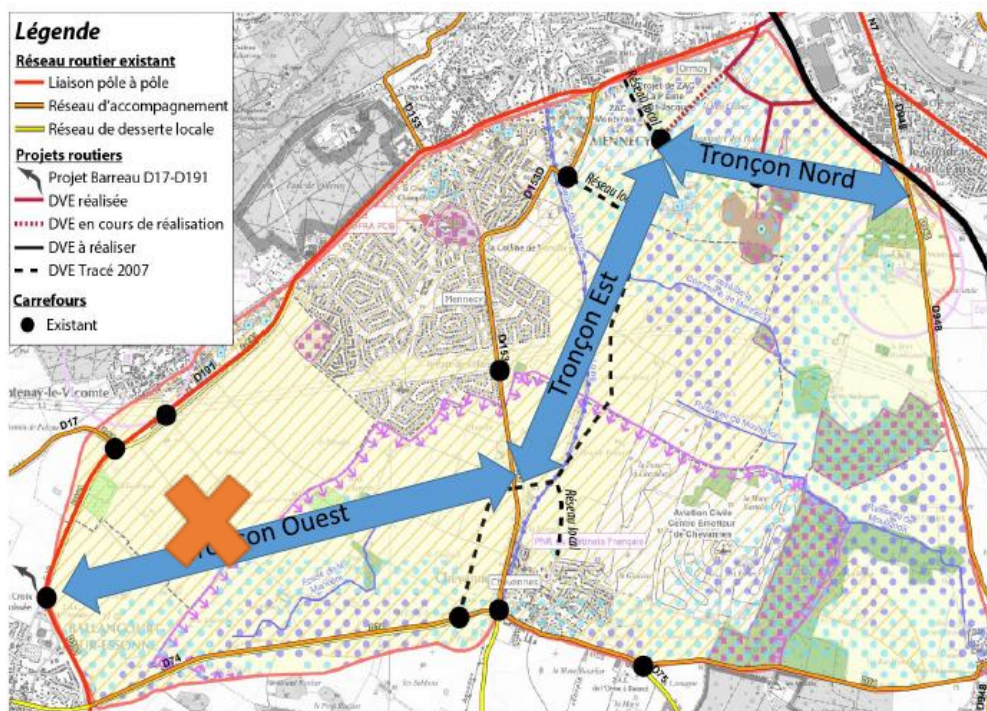
- Abandon du projet de déviation d'Itteville suite à un avis extrêmement réservé de l'Etat, estimant que l'intérêt public majeur n'était pas démontré.
- Mise en expérimentation de la mise à 2x1 voie de la RD191 au droit du parc de Villeroy sur la commune de Mennecy qui a permis d'en valider la faisabilité et sera pérennisée.
- Création du pôle agrinaturel sur les sites du Bois des Montils et de l'ex-DGAC : protection des espaces, ouverture au public et implantation d'activités agricoles.
- Identification de la DVE comme un projet de transport structurant de l'Essonne au sein du SDRIF-E 2040.
- Protection de la plaine de Chevannes, plateau agricole essonnien au sein du SDRIF-E 2040.
- Classement international de la Basse Vallée de l'Essonne et de la Juine au titre des sites à préserver par l'Union Internationale pour la conservation de la Nature (IUCN).
- Projet de bassins d'expansion des crues.
- Protection de la forêt de la Dauphine à Champcueil et ouverture au public.

Sur les trois dernières années :

- La ZAC du Coudray-Montceaux affiche une importante implantation de bases logistiques qui se poursuit.
- A l'inverse, le projet de centre de méthanisation, prévu sur Fontenay, est abandonné.
- La Communauté de Communes du Val d'Essonne est en cours d'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) valant Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) dont les orientations doivent être prises en compte.
- Une gare autoroutière pour les lignes de bus express sur la commune du Coudray-Montceaux est en cours de réflexion.

Ce contexte économique, environnemental et urbain nouveau a conduit à définir un nouveau tracé de la DVE, en accord avec le bloc local, en conservant uniquement les barreaux nord et est.

Le projet étant profondément modifié, il convient de relancer les études d'opportunité afin de démontrer la pertinence des tronçons Nord et Est en l'absence du tronçon Ouest, notamment en termes de trafic, et l'impact socio-économique de sa réalisation dans le secteur, en intégrant pleinement les différents enjeux environnementaux.



Tracé Desserte Val d'Essonne 2023 :



L'étude d'opportunité de la DVE comprend :

- Une analyse socio-économique du nouveau projet,

- Une évaluation de l'impact environnemental du nouveau tracé comprenant une évaluation de la consommation des sols et des impacts à compenser.
- Un recensement des contraintes réglementaires s'appliquant à ce nouveau tracé
- Une évaluation de l'intérêt public majeur du projet

4 Modification du paragraphe 4.2 « Coûts détaillés »

Le paragraphe 4.2 « Coûts détaillés » de la convention de financement initiale est remplacé par les dispositions suivantes :

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Desserte du Val d'Essonne	
Postes de dépenses	Montants HT
Approfondissement du scénario retenu dans l'étude de faisabilité	80 000 €
Etude techniques sur scénario retenu	150 000 €
Assistance à la concertation préalable au titre du code de l'urbanisme	100 000 €
Autres missions d'étude dans le cadre de la définition du projet (Chambre d'agriculture, études environnementales, nouvelle étude d'opportunité)	100 000 €
Dossiers réglementaires et procédures administratives	150 000 €
Acquisitions foncières (hors indemnités)	220 000 €
Total	800 000 €

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Île-de-France.

5 Modification de l'annexe 1 « Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds »

L'annexe 1 « Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds » de la convention de financement initiale est remplacé par l'annexe 1 du présent avenant.

6 Entrée en vigueur et validité de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature par la dernière des parties.

7 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences du présent avenant.

Tout litige qui n'aura pu être réglé à l'amiable sera porté devant le tribunal compétent.

8 Dispositions diverses

Toutes les clauses de la convention de financement initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

Le présent avenant est établi en 2 exemplaires originaux.

Signé par toutes les Parties et notifié le

Pour le département de l'Essonne,	Pour la région Île-de-France,
François DUROVRAY	Valérie PÉCRESSE
Président du conseil départemental de l'Essonne	Présidente du conseil régional d'Île- de-France

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses

(En euros HT)

	ANNEE				Total
	2023	2024	2025	2026	
Département de l'Essonne	150 000	250 000	250 000	150 000	800 000

Echéancier prévisionnel du versement des subventions

(en Euros)

	ANNEE				Total
	2023	2024	2025	2026	
Région Île-de-France	75 000	125 000	125 000	75 000	400 000

Annexe 7 : Convention PEMR Coulommiers (77)

CONVENTION N°23007904

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2023-375 du 17 novembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CACPB COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

dont le statut juridique est : communauté d'agglomération

N° SIRET : 200090504 - 00016

Code APE : 8411Z

dont le siège social est situé au : 13 rue du Général de Gaulle, 77120 Coulommiers

ayant pour représentant Ugo Pezzetta, président

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif «Dispositif de soutien régional aux Pôles d'Echanges Multimodaux Routiers (PEMR), aux aires de covoiturage, aux voies réservées et à la maîtrise de la mobilité » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2022-021 du 19 mai 2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2023-375 du 17 novembre 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays De Brie pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : PEMR- AIRE MULTIMODALE DES GUIDOUCHES -CA COULOMMIERS PAYS DE BRIE (77) (référence dossier n° 23007904).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 540 000 €, soit un montant maximum de subvention de 270 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de pôle d'échange multimodal routier.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale.

L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses comprend l'ensemble des dépenses de l'opération subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ainsi que la date de mise en service de l'immobilisation financée par la Région.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond non actualisable et non révisable.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total de la base subventionnable initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux, ou du barème unitaire, indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 17 novembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 17 novembre 2023.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et, le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2023-375 du 17 novembre 2023

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Le président de la CACPB COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE
Ugo Pezzetta

Annexe 8 : Convention électromobilité SIGEIF

CONVENTION

Entre

La région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, présidente du conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 rue Simone-Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, agissant en application de la délibération n°CP2023-375 du 17 novembre 2023, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF) dont le statut juridique est : 7354 – Syndicat mixte fermé
N° SIRET : 200 050 433 00024
Code APE : 8413Z – Administration publique (tutelle) des activités économiques dont le siège social est situé au : 64 bis rue de Monceau, 75008 Paris
ayant pour représentant Jean-Jacques GUILLET, président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du « dispositif de soutien à l'électromobilité » adopté dans le cadre du plan « route de demain », par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2022-021 du 19 mai 2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :

- SA.101788 relatif aux aides en faveur des infrastructures de recharges pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 , adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE L 270 du 29 juillet 2021 ;

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° **CP 2023-375 du 17 novembre 2023**, la région Île-de-France a décidé de soutenir le Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France-**SIGEIF** pour la réalisation de l'opération suivante : **ELECTROMOBILITE - SIGEIF - INSTALLATION - SUBVENTION N°10**.

Le descriptif complet de l'opération figure dans l'annexe « présentation du projet » (**référence dossier n°23007781**) de la présente convention.

L'opération consiste en l'implantation de 194 bornes de recharge de véhicules électriques sur les 42 communes suivantes :

Bagneux, Boulogne-Billancourt, Carrières-sur-Seine, Châtillon, Chaville, Chennevières-sur-Marne, Clichy, Colombes, Courtry, Deuil-La-Barre, Domont, Enghien-Les-Bains, Fontenay-Le-Fleury, Issy-Les-Moulineaux, Ivry-Sur-Seine, Jouy-En-Josas, La Celle-Saint-Cloud, Le Raincy, Les Pavillons-Sous-Bois, Maisons-Alfort, Marcoussis, Marnes-La-Coquette, Meudon, Morangis, Puteaux, Rosny-Sous-Bois, Saint-Cloud, Saint-Cyr-L'École, Sèvres, Suresnes, Tremblay-en-France, Vaires-Sur-Marne, Vanves, Vaucresson, Vaujours, Verrières-le-Buisson, Ville-d'Avray, Villiers-Adam, Viroflay, Wissous, Saint-Brice-sous-Forêt, Servon.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel subventionnable s'élève à 4 028 000 € HT, soit un **montant maximum de subvention de 2 014 000 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation nationale (Code de la route) et les préconisations du CEREMA en la matière.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité : installation ou mise à niveau d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques, à en assurer la gestion et l'entretien.

À la livraison du bien subventionné, le bénéficiaire s'engage à fournir, dans un format compatible avec la base de données régionale, les API contenant les données statiques et dynamiques des IRVE, dont le détail est précisé en annexe.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une

première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde de la subvention sera par ailleurs soumis à l'obtention du Label régional pour les IRVE selon les dispositions de la politique régionale en faveur de l'électromobilité.

Toute demande de versement de solde est ferme et définitive.

La demande est complétée d'un état récapitulatif des paiements, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Elle doit par ailleurs comporter la date de mise en service du bien financé par la Région. Pour les subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif de l'ensemble des paiements réalisés pour le compte de l'opération subventionnée, signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond non actualisable et non révisable.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente régionale, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution, par la commission permanente régionale, de la subvention au bénéficiaire.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention).

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet », ainsi que l'annexe 1 « Critères du label régional pour les IRVE » et l'annexe 2 « Données à transmettre à la Région ».

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le président du SIGEIF

ANNEXE 1 : Critères du label régional pour les IRVE

Toutes les IRVE subventionnées par ce dispositif doivent respecter les critères du label régional pour les IRVE. Toute IRVE subventionnée devra obtenir le label une fois mise en service.

Le label régional pour les IRVE garantit d'une part une qualité de service minimale aux usagers et d'autre part aux maîtres d'ouvrage une visibilité des IRVE labellisées.

Pour être labellisées, les IRVE devront respecter l'ensemble des critères suivants :

a. CRITERES TECHNIQUES :

Les IRVE labellisées devront :

- être situées en Île-de-France ;
- être sur le domaine public ou être physiquement accessibles au public, y compris moyennant une autorisation ou le paiement d'un droit d'accès ;
- être associées à des place(s) de stationnement identifiée(s) et signalée(s) ;
- respecter les termes du décret n° 2017-26 et notamment disposer d'un système de paiement à l'acte et d'identification du contrat de service de l'utilisateur ;
- disposer d'un système de supervision à distance de l'IRVE et de la recharge permettant le paramétrage et la gestion des accès, le contrôle de fonctionnement, le suivi des charges, et de communiquer l'information de localisation, de fonctionnement (opérationnelle ou en panne) et d'utilisation de l'IRVE ;
- disposer d'un système permettant le moment venu de donner des consignes de modulation de la puissance maximale des IRVE.

b. CRITERES « SERVICES ET ITINERANCE DE LA RECHARGE »

Les IRVE labellisées devront être accessibles à tout opérateur de mobilité, permettant un accès « sans frontière » au sein de l'IDF. Elles devront ainsi partager les données suivantes de manière ouverte et gratuite :

- la géolocalisation des IRVE ;
- la puissance et le type de prises disponibles ;
- la disponibilité des points de charge ;
- toute information de non fonctionnement (de manière immédiate) ;

Les IRVE labellisées devront également :

- permettre l'itinérance de la recharge sur la totalité du territoire francilien par une connexion à une plateforme d'interopérabilité du type GIREVE ;
- permettre aux opérateurs de mobilité d'accéder de manière ouverte à tous les services proposés par la borne.

c. CRITERES « DISPONIBILITE ET MAINTENANCE »

En termes de disponibilité, les garanties suivantes devront être apportées :

- le cumul de temps en défaut d'une station de recharge ne peut pas être supérieur à 8 jours/an ;
- les sessions de recharge des véhicules autorisés ne sont pas interrompues avant la fin de la durée prévue, du fait de l'IRVE, dans 95% des sessions de recharge sur 1 an.

Les IRVE labellisées devront :

- être sous contrat de maintenance tout le temps de la labellisation. Ce contrat devra au minimum prévoir :
 - une correction des anomalies majeures :
 - dans les quinze (15) minutes par téléopération pour les corrections des anomalies concernant le système permettant l'autorisation d'accès à la recharge, le verrouillage ou le déverrouillage du socle ou connecteur d'un point de recharge,
 - dans les cinq (5) jours ouvrés les autres anomalies de matériel ;
 - partager de manière ouverte et gratuite, en cas de panne, dans la limite d'un jour ouvré une information sur la date de remise en état de l'IRVE ;
 - un dispositif permettant à un usager de signaler une panne ;
 - un centre d'appel téléphonique dont le numéro est affiché dans la station de recharge et accessible 24h/24 et 7j/7.
- permettre, ainsi que la supervision, de contrôler le fonctionnement effectif des éléments principaux (disjoncteur, communication, etc.) afin de déclencher une intervention de maintenance afin de garantir une vraie disponibilité auprès des usagers.

d. CRITERES « COMMUNICATION DES DONNEES »

Les IRVE labellisées devront :

- partager de manière ouverte et gratuite tout changement de donnée dynamique d'un point de recharge (puissance maximale disponible...), en moins d'une (1) minute ;
- permettre de notifier aux utilisateurs (SMS, application...) ou à leur opérateur de mobilité les interruptions de recharge éventuelles ;
- permettre d'envoyer au client le compte-rendu de recharge (CDR) d'une session aussitôt que possible et en tous cas conformément au contrat commercial. Le CDR contient toutes les informations convenues par contrat, notamment les paramètres de calcul du prix de la session de recharge et si possible ce prix, ainsi qu'à minima la durée totale de la session et le nombre de kWh délivrés.

En octroyant le label, la Région offre de la visibilité aux bénéficiaires en référençant les points de charge répondant au référentiel sur une carte régionale ouverte (open data). Elle pourra également valoriser les détenteurs du label lors de campagne de communication grand public ou de séminaires professionnels.

Si, après octroi de la subvention, le bénéficiaire modifie les caractéristiques ou le niveau de service fourni par ses IRVE, il doit en informer la Région, qui se réserve le droit de suspendre la subvention si les critères du label ne sont plus respectés.

Si dans les 5 ans qui suivent le versement du solde de la subvention régionale, une IRVE subventionnée ne respectait plus les critères du label régional pour les IRVE, la Région pourra demander le remboursement de tout ou partie de la subvention au bénéficiaire.

ANNEXE 2 : Données à transmettre à la Région

Afin de pouvoir faire figurer les IRVE subventionnées et labellisées sur la cartographie régionale, le bénéficiaire transmettra à la Région, via une API, toutes les données statiques et dynamiques utiles à l'utilisateur.

Il s'agira notamment des données suivantes :

- géolocalisation des IRVE ;
- nom du réseau ;
- puissance maximale disponible ;
- type de prise ;
- disponibilité en temps réel des points de charge ;
- information liée à une éventuelle indisponibilité en temps réel ;
- tarification de l'opérateur de recharge ;
- types de paiement autorisés ;
- services fournis (réservation...).

La liste pourra être complétée par la Région.

La Région précisera au bénéficiaire le format attendu.

Annexe 9 : Convention électromobilité Enedis



Convention relative aux modalités de collaboration entre Enedis et la Région Île-de-France

pour l'élaboration du Schéma de cohérence régionale des
infrastructures de recharge pour véhicules électriques

Entre

La Région Île-de-France, ci-après désignée par « la Région », représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du __/__/__,»

et

Enedis, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social, 34 Place des Corolles 92 079 Paris La Défense Cedex,

représentée par M Frédéric COURAULT, Directeur Référent Région Île-de-France, dûment habilité à cet effet,

ci-après désignée « Enedis »,

d'autre part,

individuellement désigné ci-après la « Partie » et conjointement les « Parties ».

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET.....	5
ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS D'ENEDIS	5
<i>2.1 Elaboration du schéma</i>	5
<i>2.2 Partage d'expertise et méthodologie</i>	5
ARTICLE 3 : USAGE DES DONNEES ENEDIS PAR LA REGION.....	6
ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION	6
ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES	6
ARTICLE 6 : DUREE.....	6
ARTICLE 7 : RESILIATION.....	6
ARTICLE 8 : RESPONSABILITE	7
ARTICLE 9 : COMMUNICATION	7
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE	7
ARTICLE 11 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	8
<i>11.1 Propriété et exploitation des Connaissances propres</i>	9
<i>11.2 Propriété et exploitation des Livrables</i>	9
ARTICLE 12 : CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE	9
ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION	9
ARTICLE 14 : LITIGES	9

Il a été rappelé ce qui suit

Le schéma directeur de développement des infrastructures de recharges ouvertes au public pour les véhicules électriques et les véhicules hybrides rechargeables (ci-après « SDIRVE ») définit les priorités de l'action des autorités locales afin de parvenir à une offre de recharge suffisante pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables pour le trafic local et le trafic de transit.

Il est mis en œuvre par les Collectivités locales compétentes en matière de déploiement de bornes de recharges sur leur territoire, au titre de l'article L 2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Région décide de se placer en tant que facilitatrice dans la stratégie de déploiement des bornes de recharge électriques, en partenariat avec les syndicats d'énergie franciliens, les intercommunalités et les communes disposant de la compétence IRVE. Ainsi, la Région souhaite harmoniser le maillage en bornes de recharge électriques sur l'ensemble du territoire francilien, en proposant un schéma de cohérence régionale des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE).

L'étude se concentrera sur les bornes de recharge électriques accessibles au public, sur l'ensemble de la région Ile-de-France.

Les objectifs poursuivis par ce schéma de cohérence des IRVE (ci-après le « Schéma ») sont multiples :

- Assurer la concertation entre les différentes collectivités locales dotées de la compétence IRVE et la cohérence entre leurs différents SDIRVE ;
- Permettre aux collectivités locales compétentes de disposer d'un document de référence offrant les données d'entrée structurantes dans la réalisation de leurs futurs SDRIVE ;
- Disposer d'une vision sur les besoins et les objectifs d'implantation d'IRVE sur différents horizons temporels ;
- Guider l'intervention de la Région pour le financement de ces futures IRVE.

Ce schéma n'a pas vocation à se substituer aux SDIRVE réalisés par les maîtres d'ouvrage des réseaux de recharge pour véhicules électriques. Son objectif est de donner des objectifs chiffrés à des horizons opérationnels et de long terme en nombre d'IRVE à installer à la maille communale *a minima*, sur l'ensemble du territoire régional. Le document pourra préconiser précisément la localisation ou la puissance de ces installations de recharge.

A la suite d'une consultation, un prestataire bureau d'études sera désigné par la Région pour l'assister dans l'élaboration du Schéma.

En tant que gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité (« GRD »), Enedis a été sollicité par la Région pour l'accompagner dans l'élaboration de ce schéma en apportant son expertise acquise pour ses propres besoins en matière de développement de la mobilité électrique.

Afin de permettre d'intégrer le plus en amont possible, au sein de l'étude réalisée par le bureau d'études, les préconisations du GRD, les Parties se sont rapprochées afin de convenir des principes méthodologiques entourant leur collaboration.

En conséquence il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1 : OBJET

La présente Convention (ci-après la « Convention ») a pour objet de déterminer les principes de collaboration entre Enedis et la Région pour l'élaboration du Schéma.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS D'ENEDIS

2.1 Elaboration du schéma

Enedis s'engage à :

- Partager, au regard des études dont elle dispose, un **état des lieux du développement de la mobilité électrique, des IRVE ouvertes au public et une estimation de l'offre de recharge non ouverte au public existante**, sur le territoire de la Région Île-de-France. En fonction des données disponibles, Enedis proposera notamment une segmentation par type de véhicules : Véhicules Electriques/Véhicules Hybrides Rechargeables (« VE/VHR ») et Véhicules thermiques... ;
- Partager au regard des études dont elle dispose un **état des lieux des IRVE et de leur utilisation** en proposant notamment une segmentation par type de points de charge par type de puissance et par type de site (accessible au public, privé, ...) ;
- Contribuer à **l'évaluation des besoins en IRVE** à des échéances opérationnelles et de long terme sur la base des indicateurs quantitatifs définis par la Région.

2.2 Partage d'expertise et méthodologie

Enedis mettra à disposition de la Région, au cours du diagnostic et pour discussion les scénarii qu'elle a élaborés dans le cadre de sa mission de gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur le développement du parc de véhicules électrique et des IRVE tous usages et ouvertes au public (hors flux transfrontaliers et report modal) sur le territoire français métropolitain. Enedis partagera ses scénarios avec la Région.

La contribution d'Enedis aux réflexions relatives à la phase diagnostic du schéma sera apportée sous forme de graphiques et de représentations géographiques construites à partir des données brutes dont elle dispose sur l'état actuel du parc de véhicules électriques et véhicules hybrides rechargeables (« VE/VHR ») par commune et par EPCI, et du nombre d'IRVE ouverts au public (ci-après « IRVE OAP »).

Seules des données agrégées seront communiquées à la Région.

Ce partage d'expertise concernera :

- Les grandes hypothèses nationales sous-jacentes sur le développement des VE/VHR ;
- La projection des VE/VHR projetés sur le périmètre et aux horizons temporels du Schéma;
- Les principes d'évaluation du besoin en IRVE en fonction du nombre de VE/VHR ;
- La projection des IRVE à la maille communale sur le périmètre et aux horizons temporels du Schéma.

Ces scénarii et ces données seront discutés avec la Région et comparés.

Enedis pourra également faire état des projets de déploiement d'IRVE portés par des aménageurs publics ou privés, dont elle a connaissance, afin de rationaliser l'équipement d'IRVE sur le domaine public.

Par ailleurs, lors de l'évaluation des capacités d'accueil du réseau, Enedis mettra à disposition un outil permettant de visualiser les capacités d'injection restantes sur le réseau à différentes échelles. Enedis fournira par ailleurs une aide à la compréhension des conditions de raccordements des IRVE OAP, en fonction des puissances (recharge normale <36kVA, recharge rapide >50kVA, recharge super rapide >150kVA...).

ARTICLE 3 : USAGE DES DONNEES ENEDIS PAR LA REGION

Enedis autorise la région à mettre à disposition du bureau d'étude qui sera retenu les données objet de la présente convention.

A titre indicatif, la Région pourra analyser les projections du parc de VE et VHR réalisées par Enedis aux horizons du Schéma. Le bureau d'études de la Région pourra les confronter à sa propre estimation de l'état et de l'évolution du parc en Île-de-France en confrontant les hypothèses retenues dans le cadre du modèle Enedis et ses propres hypothèses et les projections connues à ce jour sur les SDIRVE de la région Île-de-France déjà déposées ou en instance de dépôt en préfecture.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région communique à Enedis les modalités de concertation retenues pour l'élaboration du Schéma, et notamment les objectifs et le calendrier de la démarche.

Elle s'engage à informer régulièrement Enedis tout au long de la phase de concertation, à faire appel à son expertise et à recueillir son avis.

A cette fin, des points réguliers seront organisés avec le Bureau d'études et Enedis.

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES

La Convention ne donne lieu à aucun type de financement par la région Île-de-France. Tous les coûts encourus par une Partie dans le cadre de la préparation, la négociation et l'exécution de cette Convention ainsi que le travail et les missions qui en découlent seront supportés par cette Partie.

ARTICLE 6 : DUREE

La Convention prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties. Par la suite, la Convention est conclue pour la durée des travaux d'élaboration du Schéma, jusqu'à la réunion de fin de mission du marché d'élaboration du Schéma réunissant la Région et son bureau d'études.

A titre indicatif, il est prévu que le Schéma soit élaboré entre novembre 2023 et juin 2024.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention peut être résiliée à tout moment par chacune des Parties, sous réserve d'une notification adressée aux autres parties, par lettre recommandée avec avis de réception, avec un préavis de 15 jours.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par les parties. Dans ce cas, la Région adresse à Enedis une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans

la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse aux parties la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des parties par la Région.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages directs et certains qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de la Convention.

En revanche, les Parties ne sont en aucune circonstance, responsables les unes vis-à-vis des autres d'éventuels dommages indirects.

Par ailleurs, la réalisation des études nécessaires à l'élaboration du Schéma et la remise des livrables définies par le marché d'élaboration du Schéma, reste de la responsabilité exclusive du bureau d'études. La responsabilité d'Enedis ne saurait être engagée à ce titre.

La Partie qui estime avoir subi un dommage en informe les autres par notification, dans un délai de dix (10) jours suivant son apparition. Préalablement à toute action qu'elle pourrait mener pour en obtenir réparation, un délai de dix (10) jours est ensuite laissé aux parties à compter de la réception de la notification pour parvenir à une résolution du dommage via l'organisation d'une réunion.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION

Les actions de communication sur la signature et l'exécution de la Convention seront élaborées et réalisées conjointement entre Enedis et la Région.

Chaque Partie devra avoir validé au préalable et par écrit les supports de communication, y compris l'utilisation des logos dans le respect de la charte de visibilité de la région Île-de-France.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE

La « Partie Emettrice » désigne la Partie qui communique des informations à l'autre Partie.

La « Partie Bénéficiaire » désigne la Partie qui reçoit des informations de l'autre Partie.

L'expression « **Informations Confidentielles** » désigne toutes les informations techniques, commerciales, stratégiques, financières ou de quelque nature que ce soit contenues dans les documents (ou tout autre support tangible tel que logiciel, fichier, produit ou équipement) communiqués par la Partie Emettrice à la Partie Bénéficiaire dans le cadre de la Convention revêtue de la mention « confidentiel ».

La Partie Bénéficiaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles les Informations Confidentielles et par conséquent à ne pas les divulguer à des tiers sans l'autorisation expresse de l'autre Partie, à l'exception du bureau d'études désigné par la Région dans le cadre de l'élaboration du Schéma. En cas d'autorisation, un accord de confidentialité sera signé entre la Partie Bénéficiaire et le tiers à qui elle souhaite divulguer des Informations Confidentielles, dans les mêmes termes que le présent Article. Il est en outre entendu que la Partie Bénéficiaire s'engage à ne communiquer ces Informations Confidentielles qu'à ceux des membres de son personnel qui devront nécessairement en avoir connaissance dans le cadre de l'objet de la Convention et à prendre toutes dispositions afin d'empêcher leur divulgation par ce personnel.

La Partie Bénéficiaire s'engage à ne faire aucun usage des Informations Confidentielles dans un autre but que celui décrit dans l'objet de la présente Convention. Ces dispositions ne sauraient être

interprétées comme lui conférant une autorisation ou un droit quelconque de licence d'exploitation industrielle ou commerciale des Informations Confidentielles.

La présente Convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles la Partie Bénéficiaire apporterait la preuve écrite :

- Qu'elles étaient en sa possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne lui soient communiquées par l'autre Partie ;
- Qu'elles sont, postérieurement tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la présente Convention ;
- Qu'elle les a licitement acquises d'un tiers sans engagement de secret.

Sans préjudice des stipulations précédentes du présent Article, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable à la protection des données et, en particulier, la protection des Données Personnelles.

ARTICLE 11 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les mots et les groupes de mots utilisés dans le présent article et dont la première lettre est en majuscule, ont la signification qui leur est donnée ci-dessous, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel.

« **Droit(s) de Propriété Intellectuelle** » et « **Propriété Intellectuelle** » désignent toute invention, création, signe ou autre élément d'une partie faisant l'objet d'une demande de brevet, d'un brevet ou d'une marque, d'un nom de domaine ou déposé en tant que dessin et modèle ou susceptible d'être protégé par le droit d'auteur, les droits des bases de données ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ou industrielle ou susceptible de constituer un élément protégeable ou propriétaire (données, savoir-faire, algorithmes, réalisations non brevetées, etc.).

« **Connaissances Propres** » désigne tout savoir-faire ou connaissance sur lequel ou laquelle l'une des Parties a acquis, au moment de la signature de la Convention ou indépendamment de l'exécution de celui-ci, des Droits de Propriété Intellectuelle de toute nature ou pour lequel ou laquelle l'une des Parties détient, au moment de la signature de la Convention ou indépendamment de celui-ci, une licence d'exploitation.

« **Livrables Enedis** » désigne l'ensemble des éléments fournis par Enedis au titre de ses engagements détaillés à l'article 2 de la Convention.

« **Résultats** » désigne toute méthodologie ou toute connaissance développée ou mise au point au titre de l'Accord, ou pour l'exécution de la Convention, et tous les documents qui les formalisent, ainsi que ce qui formalise la réalisation par Enedis des Livrables, quel qu'en soit le support, qu'ils soient protégeables par des titres privatifs (brevets, marques, dessins, modèles, topographies de semi-conducteurs, ...) ou par des droits privatifs (logiciels, outils logiciels, design,...) ou qu'ils ne soient pas protégeables par des titres ou des droits privatifs.

11.1 Propriété et exploitation des Connaissances propres

La présente Convention n'entraîne aucun transfert de Droit de Propriété Intellectuelle entre les Parties, chacune demeurant seule propriétaire de ses Connaissances Propres. Chaque Partie peut disposer librement de ses Connaissances Propres, notamment en les modifiant ou en les exploitants par voie de licence, sans en rendre compte et sans verser une quelconque rémunération à l'autre Partie.

11.2 Propriété et exploitation des Livrables

Les Parties reconnaissent que les Livrables Enedis comportent des éléments qui formalisent, ou incorporent des Connaissances Propres appartenant à Enedis.

Sans préjudice des stipulations de l'article 10 de la Convention, la Région bénéficie d'un droit d'exploitation des Livrables Enedis en ce compris les Connaissances Propres Enedis qui y sont incorporées, pour les besoins de l'exécution du marché d'élaboration du Schéma. Ce droit d'exploitation est consenti à titre gratuit et non exclusif et sans droit de sous licence et comprend le droit de reproduire, représenter, modifier ou adapter les Livrables Enedis. Lorsque tout ou partie des Livrables Enedis est reproduit tel quel par le bureau d'études pour les besoins de l'exécution du marché d'élaboration du Schéma, la Région s'engage à faire apparaître immédiatement après le Livable ou la partie du Livable concerné, la mention « © Enedis ».

Toute autre utilisation par le Bureau d'études et/ou la Région devra faire l'objet d'un accord préalable et écrit d'Enedis.

Les Livrables d'Enedis ne doivent pas être utilisés d'une manière qui laisserait croire qu'Enedis parraine, soutient, donne son agrément d'une quelconque manière aux biens, services fournis, d'une autre société qu'Enedis.

ARTICLE 12 : CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE

Dans le cadre du service public de l'électricité, Enedis assure la desserte rationnelle du territoire en électricité ainsi que le raccordement et l'accès au RPD dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

Enedis est libre de conclure des accords similaires avec des tiers dans le respect des clauses de confidentialité prévues à l'Article 10.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 14 : LITIGES

Les Parties s'efforceront de régler amiablement les litiges éventuels auxquels pourraient donner lieu l'interprétation des clauses et l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont soumis au tribunal administratif de Paris.

Fait àle

En 2 exemplaires originaux

Pour Enedis M. Frédéric COURAULT Directeur Référent IDF	Pour la Région Île-de-France Mme Valérie PÉCRESSE Présidente
---	--

Annexe 10 : Convention PN4 volet ferroviaire réaffectation

**Suppression du Passage à niveau n°4 Deuil/Montmagny
à Deuil-la-Barre (95)**

**Convention de financement relative
aux études et travaux du volet ferroviaire de l'opération
4^{ème} affectation (réaffectation)**

CONVENTION N°23006742



TABLE DES MATIERES

1	Préambule	6
1.1	OBJECTIFS DE L'OPERATION.....	6
1.2	HISTORIQUE	6
1.3	INSCRIPTION DE L'OPERATION DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION	7
1.4	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPERATION	7
1.5	COUT D'OBJECTIF DU PROJET SOUS MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU	7
1.6	MODALITES D'ACTUALISATION.....	8
1.7	RAPPEL DES CONVENTIONS DE FINANCEMENT ANTERIEURES	8
2	Définitions	9
3	Objet de la convention	9
3.1	PERIMETRE DE LA CONVENTION	9
3.2	DELAIS DE REALISATION	10
4	Rôles et engagements des parties	10
4.1	LA MAITRISE D'OUVRAGE	10
4.1.1	IDENTIFICATION ET PERIMETRE DES MAITRES D'OUVRAGE	10
4.1.2	ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE	10
4.2	LES FINANCEURS.....	10
4.2.1	IDENTIFICATION.....	10
4.2.2	ENGAGEMENTS	11
5	Modalités de financement et de paiement	11
5.1	COUTS DETAILLES DU VOLET FERROVIAIRE DE L'OPERATION.....	11
5.2	PLAN DE FINANCEMENT DU VOLET FERROVIAIRE DE L'OPERATION, PAR CONVENTION	11
5.3	PLAN DE FINANCEMENT DE LA CONVENTION N°4.....	12
5.4	MODALITES DE PAIEMENT	13
5.4.1	ECHEANCIERS DES APPELS DE FONDS.....	13
5.4.2	VERSEMENT D'ACOMPTES	13
5.4.3	VERSEMENT DU SOLDE	13
5.4.4	PAIEMENT.....	14
5.4.5	BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION	14
5.5	CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION	15
5.6	COMPTABILITE DU BENEFICIAIRE	15
6	Gestion des écarts	15
6.1	EN CAS D'ECONOMIES PAR RAPPORT AU COUT DU PROJET.....	16
6.2	EN CAS DE DEPASSEMENT DU COUT DU PROJET	16
7	Modification de l'avant-projet.....	16
8	Modalités de contrôle.....	17
8.1	PAR LE FINANCEUR	17
8.2	INTERVENTION D'EXPERTS.....	17
9	Modalités d'audit	17
10	Organisation et suivi de la convention	17
10.1	LE COMITE DE PILOTAGE	17
10.2	LE COMITE DES FINANCEURS	18
10.3	L'INFORMATION DU FINANCEUR, HORS INSTANCES DE GOUVERNANCE.....	18
11	Diffusion des études et Propriété intellectuelle	19
12	Dispositions générales	19
12.1	MODIFICATION DE LA CONVENTION	19

12.2	REGLEMENT DES LITIGES	19
12.3	RESILIATION DE LA CONVENTION	19
12.4	DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION	20
12.5	DATE D'ELIGIBILITE DES DEPENSES.....	20
13	ANNEXES	22
13.1	ANNEXE 1 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS (k€)	23
13.2	ANNEXE 2 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES PRESTATIONS	24

Entre,

En premier lieu,

- **La région Île-de-France**, dont le siège est situé au 2, rue Simone-Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, ci-après désignée par « la Région », représentée par Madame Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional, dûment mandatée par la délibération n° CP 2023-375 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du 17 novembre 2023,

Ci-après désignée « **le financeur** » ou parmi « les financeurs »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, société anonyme au capital de 621.773.700 euros, ayant son siège social 15-17 rue Jean-Philippe Rameau 93200 Saint Denis, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 412 280 737, représentée par Madame Séverine LEPERE, Directrice générale adjointe SNCF Réseau Ile de France, dûment habilitée à cet effet,

Ci-après désigné individuellement « le maître d'ouvrage » ou « le bénéficiaire » ou parmi « les financeurs »,

Ci-après désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi n°2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu le décret 2019-1582 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau ;

Vu le décret n°2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau ;

Vu le plan de relance français au titre du soutien au secteur ferroviaire ;

Vu le protocole plan de relance et ses annexes en date du 20 septembre 2021 ;

Vu la délibération n° CP 16-207 du 15 juin 2016 approuvant la convention de financement pour la réalisation du passage souterrain piétons dans le cadre de la suppression du PN4 ;

Vu la délibération n° CP 16-624 du 16 novembre 2016 approuvant la convention pour la réalisation du pont-rail pour les circulations routières dans le cadre de la suppression du PN4 ;

Vu la délibération n° CP 2022-208 du 7 juillet 2022 approuvant la convention de financement relative aux études et travaux du volet ferroviaire de l'opération de suppression du PN4 (3^{ème} affectation) ;

VU la délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 relative au plan « route de demain » ;

Vu la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu la délibération de la commission permanente n° CP 2023-375 du 17 novembre 2023 approuvant la présente convention ;

1 Préambule

Les éléments indiqués dans le préambule sont donnés à titre informatif, non contractuel.

1.1 Objectifs de l'Opération

L'objectif de l'Opération est de supprimer le passage à niveau (PN) n° 4 de Deuil/Montmagny, dont la dangerosité est avérée, et de rétablir les circulations piétonnes, routières et cyclables.

Ce projet permettra de :

- sécuriser les circulations piétonnes et automobiles dans le secteur,
- supprimer les retards liés aux incidents sur le passage à niveau pour les voyageurs de la ligne H et de la ligne TER Paris-Persan Beaumont-Beauvais,
- requalifier les abords de gare et préserver les accès aux commerces.

1.2 Historique

Depuis 2011, une cinquantaine d'événements ont été recensés (bris de barrière, heurts...) au passage à niveau de Deuil-Montmagny. Chaque incident entraîne un minimum de 3 heures de perturbations sur le trafic de la ligne H et des TER Paris-Persan-Beaumont-Beauvais.

En outre, le PN s'inscrit dans un milieu urbain relativement dense et à proximité de carrefours. La proximité de la gare est un facteur aggravant du nombre d'utilisateurs de cet équipement.

SNCF Réseau, le département du Val-d'Oise et les communes de Deuil-La Barre et Montmagny ont mis en œuvre ces dernières années des mesures de sécurisation du passage à niveau :

- Installation d'un signal automatique lumineux avec 4 demi-barrières
- Installation d'un radar de franchissement
- Elargissement des trottoirs et déplacement d'un arrêt de bus
- Doublement des feux rouges
- Présence de policiers municipaux aux heures de pointe
- Installation de tapis anti-intrusion
- Mise en place d'un dispositif "nudge" pour encourager les comportements vertueux aux abords du passage à niveau

En dépit de ces mesures, le nombre d'incidents reste élevé. Le passage à niveau est fréquenté chaque jour par 7 000 véhicules, 2 lignes de bus et de nombreux piétons.

La suppression du passage à niveau répond donc à un impératif de sécurité pour les piétons, les vélos et les automobilistes.

Le projet de suppression du passage à niveau de Deuil - Montmagny a fait l'objet d'une vaste concertation en 2017. Depuis, et sur la base des résultats de cette concertation, SNCF Réseau et ses partenaires élaborent des études de conception.

Les études préliminaires ont permis de dégager le scénario de rétablissement de la circulation des modes doux, celui-ci sera assuré par un passage souterrain construit à hauteur du passage à niveau actuel.

Des études complémentaires ont été réalisées à la suite des suggestions et demandes issues de la concertation en 2017, conduisant à une évolution du projet et des coûts.

En 2021, le Département du Val d'Oise est devenu maître d'ouvrage du volet routier de l'opération. SNCF Réseau est resté maître d'ouvrage du volet ferroviaire.

L'enquête publique s'est déroulée du 10 décembre 2021 au 19 janvier 2022.

1.3 Inscription de l'Opération dans les documents de planification et de programmation

Le passage à niveau (PN) n°4 de Deuil/Montmagny est inscrit depuis 2005 au programme de sécurité nationale (PSN) établi par le ministère de la Transition écologique.

Par ailleurs, le besoin de financement est complété par les fonds issus du plan de relance ferroviaire, faisant suite à la crise sanitaire de 2020 et 2021, qui a pour objectif d'offrir une alternative attractive et efficace au transport routier, tant pour le transport de voyageurs que pour le transport de marchandises. Ce soutien, favorisant donc le report modal, contribue à la diminution de l'empreinte carbone et environnementale des transports.

Le plan de relance confirme la volonté de l'Etat de voir affecter des crédits pour la sécurisation des passages à niveau. Ces investissements visent à accélérer la sécurisation des passages à niveau.

1.4 Caractéristiques principales de l'Opération

La suppression du passage à niveau implique la création de nouveaux ouvrages pour permettre le franchissement de la voie ferrée par les piétons, les cyclistes et les automobilistes.

Pour les piétons, un passage souterrain sera construit à l'emplacement du passage à niveau actuel. Le passage souterrain sera équipé d'escaliers et de rampes accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Par ailleurs, un nouveau pont-rail dans le secteur de la Plante des Champs permettra à tous les usagers de franchir les voies ferrées. Le pont-rail actuel de la Plante de Champs sera fermé à la circulation automobile au profit des modes actifs (piétons, cyclistes, etc).

Pour raccorder le nouveau pont-rail aux voies de circulation existantes, les maîtres d'ouvrage prévoient :

- le réaménagement de la rue Guynemer,
- la création d'une rue dans la continuité de la rue Guynemer, le long du lycée,
- la création d'une rue pour relier la rue Guynemer à la rue des Lévriers,
- l'aménagement d'un carrefour et d'une rue de desserte locale pour raccorder la rue Guynemer prolongée aux rues de la Plante des Champs, Maryse Bastié et Achille Viez.

La création de ces nouvelles voies implique la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales, positionné à proximité du chemin de la Plante des Champs.

Toutes ces voies seront équipées d'itinéraires cyclables.

La suppression du passage à niveau implique également de repenser (hors cadre du projet) les plans de circulation des communes et le réaménagement des carrefours Jean Moulin et Eric Tabarly.

Le coût global de l'Opération est estimé, en euros courants, à 50 380 000 € HT. Ce montant est réparti de la manière suivante :

Maîtres d'ouvrage	Montant en € HT courants
SNCF Réseau	31 000 000 €
Département du Val d'Oise	19 380 000 €
TOTAL	50 380 000 €

1.5 Coût d'objectif du Projet sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau

Le coût d'objectif du projet sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau est de 24 229 570 € aux conditions économiques de janvier 2016.

Ce coût couvre les frais d'avant-projet, d'acquisitions foncières, de projet, d'assistance aux contrats de travaux, les travaux préparatoires, les travaux et les transports de substitution lors des travaux.

1.6 Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de 01/2016. Les maîtres d'ouvrage justifient *in fine* le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 3 % par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

1.7 Rappel des conventions de financement antérieures

La Région a attribué les subventions suivantes pour la réalisation de l'Opération :

Pour le volet routier :

- 1 079 000 €, attribués par délibération n° CP 2017-144 du 17 mai 2017, au bénéfice de SNCF Réseau et transférée au Département du Val d'Oise par délibération n° CP 2021-420 du 19 novembre 2021 ;
- 2 921 000 € au bénéfice du Département du Val d'Oise, attribués par délibération n° CP 2021-420 du 19 novembre 2021.

La participation régionale maximale au titre du volet routier étant de 35%, plafonnée à 4 000 000 €, l'ensemble des financements régionaux au titre du volet routier ont été affectés.

Pour le volet ferroviaire :

- 2 081 000 € au bénéfice de SNCF Réseau, attribués par délibération n° CP 16-207 du 15 juin 2016, pour la réalisation du passage souterrain piétons. La subvention est tombée en caducité le 15 mai 2023 ;
- 3 250 000 € au bénéfice de SNCF Réseau, attribués par délibération n° CP 16-624 du 16 novembre 2016, pour la réalisation du pont-rail pour les circulations routières. La subvention est tombée en caducité le 12 septembre 2023 ;
- 10 169 000 € au bénéfice de SNCF Réseau, attribués par délibération n° CP 2022-208 du 7 juillet 2022, pour boucler le financement du volet ferroviaire de l'Opération.

Les conventions ferroviaires de 2016 étant tombées en caducité avant que SNCF Réseau n'ait pu en appeler le solde, il est proposé de réaffecter les fonds non consommés de ces subventions via une nouvelle convention unique, qui vaudra solde de tout compte pour la Région.

L'objet de la présente convention est donc de réaffecter les fonds non consommés des conventions caduques, afin de boucler le financement du volet ferroviaire de l'Opération.

Il est convenu ce qui suit :

2 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Opération** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la suppression du passage à niveau n°4 sur la commune de Deuil-la-Barre, et à laquelle la présente convention fait référence ;

« **Projet** » : désigne la partie ferroviaire de suppression du PN n°4, sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau, et objet de la présente convention ;

« **Périmètre conventionnel** » : désigne les étapes de l'Opération et leur financement définis dans le cadre de la présente convention ;

« **Études** » : désigne tous les éléments, quelle qu'en soit la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les « Résultats des Études », dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 2 ;

« **Résultats des Études** » : désigne les Dossiers d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) et/ou les Schémas de Principe, et/ou les études d'avant-projet (AVP), et/ou les études Projet (PRO) réalisés par les maîtres d'ouvrage ;

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation définis lors de l'AVP.

« **Euros courants** » : euros constants à la date des conditions de référence retenues pour établir le coût d'objectif, actualisés selon la méthode d'indexation précisée dans la convention.

3 Objet de la convention

La convention a pour objet de :

- définir les conditions et modalités de financement des Études et des travaux permettant la suppression du PN n°4, pour le volet ferroviaire ;
- préciser le contenu et les conditions de suivi de ces Études et travaux dans le respect du calendrier général de l'Opération ;
- définir les documents à remettre aux Parties.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au Projet, objet de la convention, la dénomination unique suivante :

« **Suppression du passage à niveau n°4 Deuil/Montmagny – volet ferroviaire – 4^e affectation** ».

En cas de contradiction, les dispositions de la présente convention prévalent sur celles du protocole plan de relance signé le 4 mars 2021 par la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, le préfet de la région Île-de-France et la présidente de la région Île-de-France

3.1 Périmètre de la convention

Les éléments de l'Opération, et dont le financement fait l'objet de la présente convention, sont les suivants :

- Etudes AVP des volets routier et ferroviaire sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau (des études globales ayant été réalisées par SNCF Réseau à l'échelle de l'ensemble du projet) ;
- Etudes PRO des volets routier et ferroviaire sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau (même remarque) ;

- Travaux du volet ferroviaire, pour la suppression du PN et la réalisation du pont-rail et du passage souterrain.

3.2 Délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage à achever les travaux dans un délai de 60 mois à partir de la notification de la convention.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux objet de la convention figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation.

4 Rôles et engagements des parties

4.1 La maîtrise d'ouvrage

4.1.1 Identification et périmètre des maîtres d'ouvrage

Conformément aux dispositions de l'article L2111-9 du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN). Pour l'opération de suppression du PN n°4, SNCF Réseau est maître d'ouvrage du volet ferroviaire de l'opération (fermeture du PN, pont-rail, passage souterrain).

Le volet routier de l'opération, non concerné par la présente convention, est sous maîtrise d'ouvrage du Département du Val d'Oise.

4.1.2 Engagements du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage sur :

- la réalisation des études et travaux du périmètre conventionnel ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 3.2 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en Annexe 1, mis à jour le cas échéant en comité des financeurs, selon l'avancement du projet ;
- le respect du coût du périmètre conventionnel ;
- le respect des règles de l'art.-

Les tiers ne peuvent se prévaloir du versement de la présente subvention pour engager la responsabilité des financeurs en cas de litige résultant de la réalisation de l'Opération.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Titre II, Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage s'engage à prévenir le financeur des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais.

4.2 Les financeurs

4.2.1 Identification

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du plan de relance français au titre du soutien au secteur ferroviaire, et du dispositif régional relatif à la sécurité routière, par :

- la région Île-de-France ;
- SNCF Réseau au titre des fonds Plan de Relance.

4.2.2 Engagements

La signature de la convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation du périmètre défini à l'article 3.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 5.3.

5 Modalités de financement et de paiement

5.1 Coûts détaillés du volet ferroviaire de l'opération

Le coût d'objectif du projet sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau, en euros constants aux conditions économiques de janvier 2016, est estimé à 24 229 570 €.

En conséquence, le coût prévisionnel du volet ferroviaire de l'opération de suppression du PN n°4 est évalué à 31 000 000 € courants HT.

Suppression du PN n°4 – volet ferroviaire		
€ courants HT		
Bénéficiaire	Poste de dépense	Estimation des Coûts
SNCF Réseau	Etudes générales AVP, volets ferroviaire et routier	1 374 400 €
	Etudes générales PRO, volets ferroviaire et routier	3 259 000 €
	Travaux volet ferroviaire	24 604 400 €
	• dont PAI	2 062 865 €
	Bus de substitution	1 762 200 €
TOTAL (€ courants)		31 000 000 €

L'estimation de ces dépenses inclut les frais d'acquisition foncière, de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade des études PRO.

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses, et dans le respect de l'enveloppe globale.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.) en comité des financeurs.

Le coût des bus de substitution est pris en charge entièrement par SNCF Réseau, dans le cadre de la convention de financement n°3 votée par la CP régionale en juillet 2022.

5.2 Plan de financement du volet ferroviaire de l'opération, par convention

Le plan de financement du volet ferroviaire est établi en euros courants.

La participation de la Région est définie par son dispositif « Sécurité routière – sécurisation des passages à niveau ».

La Région a déjà affecté trois subventions à SNCF Réseau pour la réalisation du volet ferroviaire de l'opération de suppression du PN n°4, pour une participation régionale totale de 15 500 000 € sur le volet ferroviaire.

Les deux premières subventions étant tombées en caducité, il est nécessaire de réaffecter les fonds non consommés.

Plan de financement général et par convention Montant € courants HT et clés de financement				
		Région	SNCF Réseau	TOTAL
Convention n°1 (caduque) CP juin 2016 N° 15015692	Montant de la convention	2 081 000,00 € 50 %	2 081 000,00 € 50 %	4 162 000,00 € 100 %
	Appels de fonds mandatés	951 461,59 €	951 461,59 €	1 902 923,18 €
	Reste à mandater	1 129 538,41 €	1 129 538,41 €	2 259 076,82 €
Convention n°2 (caduque) CP novembre 2016 N°16015671	Montant de la convention	3 250 000,00 € 50 %	3 250 000,00 € 50 %	6 500 000,00 € 100 %
	Appels de fonds mandatés	1 369 176,44 €	1 369 176,44 €	2 738 352,88 €
	Reste à mandater	1 880 823,56 €	1 880 823,56 €	3 761 647,12 €
Convention n°3 CP juillet 2022		10 169 000,00 € 50 %	10 169 000,00 € 50 %	20 338 000,00 € 100 %
TOTAL volet ferroviaire		15 500 000,00 €	15 500 000,00 €	31 000 000,00 €

5.3 Plan de financement de la convention n°4

La présente convention est la convention n°4, portant réaffectation des fonds non consommés des subventions tombées en caducité, soit une réaffectation totale de 3 010 361,97 € de subventions régionales.

Plan de financement de la convention n°4 - réaffectation Montant € courants HT et clés de financement			
	Région	SNCF Réseau	TOTAL
Réaffectation convention n°1	1 129 538,41 €	1 129 538,41 €	2 259 076,82 €
Réaffectation convention n°2	1 880 823,56 €	1 880 823,56 €	3 761 647,12 €
TOTAL convention n°4	3 010 361,97 €	3 010 361,97 €	6 020 723,94 €
	50 %	50 %	100 %

5.4 Modalités de paiement

5.4.1 Echéanciers des appels de fonds

L'Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage.

Le financeur est avisé des évolutions de l'échéancier prévisionnel par le maître d'ouvrage. Au premier trimestre de chaque année, le maître d'ouvrage transmet une version mise à jour de cette annexe au financeur. En l'absence de la transmission d'un échéancier mis à jour, le financeur se réserve le droit de limiter ses versements aux montants annuels inscrits dans le dernier échéancier mis à jour transmis.

Le cas échéant, le financeur informe le maître d'ouvrage des difficultés éventuelles posées par une évolution substantielle des échéanciers d'appels de fonds et propose une solution. Si les difficultés persistent, les parties peuvent solliciter l'examen de ces difficultés par le comité de pilotage.

5.4.2 Versement d'acomptes

Après le démarrage des études et travaux, les acomptes sont versés par le financeur au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet au financeur une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 3 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Cette demande doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Les états d'acompte sont établis en euros courants. Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la convention ;
- un état récapitulatif des dépenses réalisées, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise les références, dates de réalisation et montants des factures, marchés ou actes comptabilisés. Ce montant global sera ventilé entre les différentes missions indiquées à l'article 3.1 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour le financeur, de la clé de financement définie à l'article 5.3.

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Si au moins une convention a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement sont reportées sur l'engagement comptable le plus récent.

5.4.3 Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la convention et sans préjudice du paragraphe 5.4.2, le bénéficiaire transmet un bilan physique et financier constitué des pièces suivantes justifiant l'achèvement de l'opération.

Le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- D'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :
- le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'Opération en euros courants ;
- le récapitulatif des versements effectués par le financeur en euros courants ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposée selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel. Ces éléments sont transmis en euros courants. Si ce coût a été modifié par accord entre le maître d'ouvrage et le financeur, le maître d'ouvrage rappelle la nouvelle valeur ;
- le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par application du taux de subvention sur la différence entre les dépenses effectivement payées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;
- la demande de solde adressée à la région Île-de-France devra respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 5.4.2.

Chacun de ces documents est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

5.4.4 Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le bénéficiaire des dispositions de la convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier du financeur à compter de la date de réception par le financeur d'un dossier complet, tel que défini aux articles 5.4.2, 5.4.3 et à l'article 5.5 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance du maître d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

5.4.5 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service et contact
Région Île-de-France	2 rue Simone VEIL 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE	Pôle Finances – Direction de la comptabilité CelluleNumerisationDirectiondelaComptabilte @iledefrance.fr

SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Direction générale finance et achat Direction des centres de services partagés et des processus communs Aude BRISACBRISAC aude.pouyes @reseau.sncf.fr
-------------	---	---

5.5 Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération, si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité technique. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

5.6 Comptabilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes et Travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement le financeur de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la convention et relatives à l'objet de cette dernière.

6 Gestion des écarts

Le montant total des subventions de l'opération constitue un plafond dans lequel l'ensemble des subventions successives s'inscrit, y compris celles relatives au présent périmètre conventionnel.

Les écarts sont examinés par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif du projet fixé en euros constants à l'article 5.1. Le respect du coût d'objectif est calculé par l'application d'une désactualisation selon l'indice réel du mois de facturation.

6.1 En cas d'économies par rapport au coût du Projet

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant du périmètre conventionnel défini à l'article 5.1, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 5. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

6.2 En cas de dépassement du coût du Projet

En cas de perspective de dépassement des montants visés à l'article 5.1, le financeur est informé lors du comité des financeurs. Le Maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable du financeur pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la Convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable du financeur n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarios selon lesquels le projet peut être réalisé sans financement complémentaire.

7 Modification de l'avant-projet

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 3.2 de la Convention), entraînant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût d'objectif, peut conduire à la réalisation d'un avant-projet modificatif.

En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'Opération, précisé notamment à l'article 3 de la Convention, il transmet au financeur ainsi qu'aux partenaires de l'Opération, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières, y compris sur les échéanciers d'appels de fonds. Au vu de l'ensemble de ces éléments, le financeur et les autres partenaires valident les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécient l'opportunité d'une saisine du comité de pilotage ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif donne lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'Opération. Les travaux concernés ne peuvent avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, du Financeur ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications est soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

8 Modalités de contrôle

8.1 Par le financeur

Le financeur peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Le financeur peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'il juge utile quant à l'exécution du projet, activité ou action subventionnée.

8.2 Intervention d'experts

Le financeur peut désigner ou missionner un expert. Le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du demandeur. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

9 Modalités d'audit

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'Opération.

10 Organisation et suivi de la convention

La gouvernance s'inscrit dans la gouvernance générale de l'Opération de suppression du PN4.

Elle s'articule autour des deux instances suivantes classées par ordre décroissant de niveau de représentation, qui permettent de garantir le suivi des travaux.

10.1 Le comité de pilotage

Sous la présidence du maître d'ouvrage coordonnateur, ce comité est composé des maîtres d'ouvrage, des élus, ou leurs délégataires, représentant les financeurs, ainsi que les autres partenaires de l'Opération.

Ce comité pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et des coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant les questions ayant des incidences majeures sur l'Opération, notamment les ajustements techniques, administratifs et financiers qui n'auraient pu être validés par le comité des financeurs décrit à l'alinéa suivant. Ce comité de pilotage est nécessairement précédé par un comité des financeurs préparatoire. Les maîtres d'ouvrages présentent alors au comité de pilotage les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur l'Opération et ce, en vue de permettre au comité de pilotage de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'Opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 7 et 9 de la convention seront mises en œuvre.

Les membres sont convoqués par le maître d'ouvrage coordonnateur avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité de pilotage au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le secrétariat est assuré par le maître d'ouvrage coordonnateur.

10.2 Le comité des financeurs

Le comité des financeurs est composé des représentants de l'ensemble des Parties et notamment des techniciens en charge de la réalisation de l'Opération. Le comité aborde principalement les questions techniques et financières de l'Opération.

A l'initiative des maîtres d'ouvrage, le comité se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire.

A l'initiative de l'une des parties, le comité peut être réuni en séance extraordinaire, après convocation envoyée par les maîtres d'ouvrage, dans le mois suivant la saisine.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses.

Les membres sont convoqués par l'un des maîtres d'ouvrage avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des deux thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des travaux ;
- une appréciation sur le déroulement de l'Opération ;
- la liste des marchés signés avec leur montant d'engagement et le nom des prestataires ;
- la liste des marchés à venir ;
- le suivi du calendrier des travaux ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses) ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel de l'Opération tel qu'il peut être estimé à la date du comité ;
- un état comparatif entre le coût d'objectif détaillé par postes CERTU tels qu'indiqués à l'AVP et le coût final de l'Opération détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser,
- un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- un état d'avancement des dépenses et le coût final prévisionnel ;
- un état des appels de fonds appelés et versés à date ;
- un état actualisé des prévisions pluriannuelles des appels de fonds.

Le secrétariat est assuré par les maîtres d'ouvrage.

10.3 L'information du financeur, hors instances de gouvernance

Pendant toute la durée de validité de la convention, le Maître d'ouvrage s'engage à informer le financeur, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Le Maître d'ouvrage s'engage également à inviter le financeur ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières de l'Opération.

11 Diffusion des études et Propriété intellectuelle

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Études et Résultats des Études qu'il réalise dans le cadre de la convention.

Le maître d'ouvrage transmet au financeur les résultats d'études, ainsi qu'aux partenaires concernés par l'Opération, après validation en comité.

Les résultats des études pourront être utilisés librement par le financeur dans le cadre de la poursuite de la réalisation de l'Opération.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les Résultats des Études sont transmis sous format informatique natif et PDF. Un exemplaire papier est transmis sur demande.

12 Dispositions générales

12.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 5.4.5 qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

12.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

12.3 Résiliation de la convention

Les parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation, ainsi que les dépenses nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop- perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

12.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 8 et des stipulations de l'article 9, la présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 5.4.3 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 5.5 ;
- ou en cas de résiliation de la convention selon les modalités prévues à l'article 12.3.

12.5 Date d'éligibilité des dépenses

Par dérogation prévue aux articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la première délibération d'attribution de la subvention réaffectée, soit à partir du 15 juin 2016.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

<p>Pour la région Île-de-France,</p> <p>Valérie PECRESSE</p> <p>Présidente du Conseil régional d'Île-de-France</p>	<p>Pour SNCF Réseau</p> <p>Séverine LEPERE</p> <p>Directrice générale adjointe Ile-de-France</p>
--	--

13 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation

13.1 Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds (k€)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Région Île-de-France	451 500 €	602 000 €	602 000 €	602 000 €	150 788,97 €	602 073 €	3 010 361,97 €

13.2 Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations

Décembre 2021 – janvier 2022 : Enquête d'utilité publique

2023-2024 : acquisitions foncières

2024 : marché travaux

2025 : fin des travaux du franchissement routier et de la partie voirie du projet

2026 : fin des travaux du passage souterrain piéton et fermeture du PN n°4

**Annexe 11 : Convention type sécurité routière fonctionnement
"Développement des actions visant à renforcer la sécurité des
usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à
risque"**

CONVENTION N° CODE DU DOSSIER ou (à vide)

Insertion code du dossier OUI NON (par défaut)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)

dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS

N° SIRET : XXXXXXXXXX XXXXX

Code APE : XX.XXX (SI renseigné sur le tiers)

dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE

ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (fonctionnement) « Développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2022-021 du 19 mai 2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif / notamment référence au droit communautaire)

Si régime
« Aide
d'Etat »
renseigné

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : REGIME D'AIDE

Relatif à : SIGLE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : OBJET DU DOSSIER (sinon) LIBELLE (référence dossier n° CODE DU DOSSIER).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE ELIGIBLE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Voir règle
d'affichage
en fin de
document
selon le type
de calcul *

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier ☒ offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

ARTICLE 2.4 ou 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

SI tiers
forme
juridique
COMMUNE

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Délais de
caducité « 1^{er}
versement »,
« prorogation
» et
« solde »
paramétrés
sur le
dispositif

Si à l'expiration d'un délai de **1 an** à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de **1 an** par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de **3 années** pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

SI « avances
prévues »
sur le
dispositif et
coché dans
le dossier

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le cumul du montant des avances à verser est limité à **TAUX MAXI AVANCES %** du montant de la subvention.

taux maxi des acomptes (SI < 80 %)

80 % (par défaut)

xx %

SI tiers pmd
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.1 ou 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de **TAUX MAXI ACOMPTES** % du montant total de la subvention prévisionnelle.

taux maxi des acomptes (SI < 80 %)	80 % (par défaut)	xx %
------------------------------------	-------------------	------

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif) (notamment SI versement unique)

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des **avances et** acomptes ne peut excéder **TAUX MAXI AVANCES ET ACOMPTES** % du montant prévisionnel de la subvention.

taux maxi des acomptes (et avances SI concerné) (SI < 80%)	80% (par défaut)	xx %
--	------------------	------

ARTICLE 3.2.2 ou 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

SI tiers
personne
morale de
droit
PUBLIC

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui comprend l'ensemble des dépenses de l'action subventionnée. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

SI signature
charte VRL

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
personne
morale de
droit
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

SI signature
charte VRL

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Insert spécifique au dispositif (texte / facultatif)

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

SI « avances
prévues »

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de **3 années** indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **DATE DE VOTE**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

SI signature
charte VRL

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
PRIVE
+ SI
recrutement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

tiers PUBLIC
SI
recrutement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

LIBELLE DU TIERS

CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)